



BELTRADE

Le Bulletin d'actualité économique de la RDC N°42 • Février - Juin 2017



Tourisme, secteur transversal

Une centaine de cyclistes belges se mobilisent pour soutenir les planteurs de café du Kivu



1 CONJONCTURE MACROÉCONOMIQUE ET CLIMAT DES AFFAIRES

CONJONCTURE MACROÉCONOMIQUE 10

Croissance - Inflation - Taux de change 10

Situation politique 12

Crise politique en RDC 12

CLIMAT DES AFFAIRES 16

Floraison des supermarchés à Kinshasa: Des hommes 16

d'affaires congolais écrasés 16

La loi sur la préférence nationale fait peur aux entreprises privées 17

«Africa's Pulse» de la Banque mondiale prévoit un rebond de croissance en 2017 pour la RDC et d'autres pays africains 17

Indice de liberté économique : la RDC classée 19ème en Afrique 18

La RDC occupe la 23ième place dans le classement 2017 des « pays africains les plus attractifs pour les investisseurs ». 18

ANAPI a agréé cinq projets d'investissements en février 2017 19

La RDC sur perspective négative selon l'agence de notation Standard & Poor's 19

2 RDC DANS LES RELATIONS INTERNATIONALES

RDC-BELGIQUE 20

Préparation de la mission économique congolaise en Belgique en juin 2017 20

Tourisme, secteur transversal 21

RDC-FRANCE 23

La politique africaine d'Emmanuel Macron attendue par des représentants français en poste en Afrique 23

49 entreprises à la 4ème semaine française 24



RDC-SUEDE

24

Santé : la Suède accorde 6 millions de dollars a l'Unicef/RDC

24

RDC-CHINE

24

Près de 41,2 millions USD de Zijing Mining à Ivanhoe Mines pour sa participation au projet Kamoia

25

Accord pour la construction d'un port en eau profonde à Banana

25

Une firme chinoise se propose de construire 120 villas dans la commune de N'Sele

25

Les trois tendances de la coopération sino-africaine depuis le sommet de Johannesburg

26

RDC-JAPON

27

Construction d'une nouvelle direction de l'INPP à Lubumbashi : 27millions USD

27

Le Japon débloque 81.922 USD pour le Centre hospitalier Mokili-Mwinda

28

RDC-UNION-EUROPÉENNE

28

Afrique : 97 millions \$ pour les PME de 4 pays dont la RDC

28

RDC-BANQUE MONDIALE

29

Réhabilitation du tronçon routier de RN4 Dulia-Bondo : 7.233.779, 29 USD

29

Un accord de financement de 50 millions de dollars signé

29

RDC-BAD

30

Soutien à l'agriculture : la BAD promet 2,4 milliards Usd de financement par an

30

Projets sur l'agriculture, l'électricité, l'emploi : 204,15 millions USD

30

RDC-COMESA

31

TDB, ACA et ZEP-RE déterminés à booster les entreprises congolaises

31

3 ACTUALITE DES SECTEURS DE PRODUCTION

BANQUES ET ASSURANCES

32

Libéralisation du secteur des assurances : les premières décisions attendues d'ici le 30 juin 2017 32

La TMB et la SCPT signent un contrat de partenariat sur le mobile banking 32

TOURISME

33

Appel du ministre du Tourisme à plus de conscience pour la relance du secteur en RDC 33

Kinshasa: plus de 2000 perroquets gris relâchés dans leur milieu naturel 34

La compagnie d'aviation Ethiopian Airlines en RDC sollicite la collaboration du Ministère du Tourisme 34

Les pistes de relance du secteur touristique 32

Un nouveau complexe hôtelier et commercial s'ouvre à Kinshasa 35

MINES

35

Production du coltan en RDC 35

Le Nord-Kivu exporte 100 tonnes de coltan le mois, selon Anselme Katakya 36

La RDC est le premier producteur africain d'étain et le 9ème au rang mondial en 2016 37

Reprise des travaux d'exploitation du diamant dans la digue de Tubondo 37

Le Canada dote l'Est de la RDC d'une première chaîne d'approvisionnement d'or artisanal responsable 38

BanroCorp a réalisé 228 millions \$ de recettes en 2016 38

Transparency s'interroge sur une raffinerie d'or ougandaise 40

La Gécamines a reçu \$100 millions pour cessation de conflits dans l'affaire TenkeFungurume 40

Glencore rachète les parts de Fleurette dans le cuivre et le cobalt pour un demi-milliard de dollars 41

La production du cuivre a augmenté de 25% au premier trimestre 2016	41
La RD Congo veut produire 1,5 million de tonnes de cuivre en 2018	41
Règlementation du secteur minier	42
Le gouvernement veut réintroduire la réforme du code minier	42
« Minerais de sang »: un premier pas vers son exclusion du marché européen	42
Minerais du sang : la «loi d'Obama» à l'épreuve de la réalité congolaise	43
La RDC lance les études d'exploration et de certification de ses ressources minières	43

ENERGIE **44**

La SNEL signe un contrat de \$30 millions pour la modernisation du réseau Inga-Shaba	44
Exploitation sécurisée du gaz méthane du lac Kivu : 8 million d'euros	44
Réception de la station pilote de dégazage du golfe de Kabuno sur le lac Kivu	45
Fin des études sismiques de Total au niveau du bloc 3 du Graben Albertine	45
Kalemie:du pétrole décelé dans le lac Tanganyika	46
Un tribunal arbitral confirme les droits de la Générale Pétrolière du Congo sur le lac Tanganyika	29

CONSTRUCTION **47**

Le ciment gris est à son plus bas prix dans la partie ouest de la RDC	47
---	----

4 ***ECHOS DES PROVINCES***

HAUT-KATANGA **49**

COCA-COLA et son partenaire HYPER PSARO inaugurent une usine flam-bant neuve DASANI/RANI à Lubumbashi	49
Évaluation des travaux d'électrification de la ville de Lubumbashi	49
Inauguration prochaine à Lubumbashi de la chambre de commerce franco congolaise	50

L'ambassadeur de Chine en RDC à Lubumbashi pour visiter les projets sino congolais	50
La société Truydninvestments fournira des semences améliorées à la province du Haut Katanga	50
HAUT-UELE	51
Un Protocole d'accord entre le gouvernement provincial et la Société Babili Mining	51
ITURI	51
Près de 7000 kg de poissons à l'ouverture officielle de la pêche au lac Albert	51
Les travaux sur tronçon Bunia-Goli exécutés à environ 60 km	52
Programme de la stabilisation au Sud Irumu : 6.500.000\$USD	52
Reprise des travaux de construction des Cliniques universitaires de Bunia	53
KASAÏ ORIENTAL	53
Réhabilitation du réseau hydraulique : 66 millions USD	53
Crise humanitaire au Kasaï: 5 millions de dollars alloués	53
1.400.000 \$US du gouvernement pour la réhabilitation de la voirie de Mbuji-Mayi	54
Ouverture de la FINCA-Banque à Mbuji-Mayi	55
MANIEMA	55
Lancement des travaux de réhabilitation de 607 kms de routes de desserte agricoles au Maniema	55
NORD - KIVU	56
RDC : plus de 7000 tonnes de Cacao et Café ont été frauduleusement exportées vers l'Ouganda	56

Redynamisation de la plate-forme CIAT – HarvestPlus au Nord-Kivu	56
La ville de Goma connectée à la fibre optique	57
Remise officielle des ouvrages construits et réhabilités par le PNUD au Nord-Kivu	57
Bientôt l’asphaltage de l’aéroport de Mabimbi au Nord-Kivu	58
24 millions USD de recettes attendus à la 4 ^e Edition de la semaine fiscale	58
Butembo: quand une ville est gérée par des marchands, elle prospère et échappe à la guerre	58

SUD - KIVU **62**

Une centaine de cyclistes belges se mobilisent pour soutenir les planteurs de café du Kivu	62
La Fondation Mudekerza Olive pour le développement agricole de Kamisimbi	63
Réhabilitation de l’axe routier Sake-Bukavu	63
Ouverture d’une société d’achat et de transformation de minerais à Bukavu	63

KWILU **64**

Vulgarisation des boutures du manioc TM 419 dans la province du Kwilu	64
---	----

5 APPELS D’OFFRES

Acquisition d’équipements informatiques et accessoires destiné au BCR (Banque Centrale de Recensement) en vue de la réalisation en RDC du deuxième Recensement Général de la Population et de l’Habitat – PARBDS	66
Cabinet Chargé de l’Audit des Comptes du Projet de Facilitation du Commerce dans la Région des Grands-Lacs (PFCGL), pour les exercices 2017, 2018 et 2019	66
Firme de consultants chargée de la gestion de trois plateformes agro-industrielles à implanter dans les pôles nodaux de Kimpese, Lukula et Tshela dans la province du Kongo central - CFEF/PDPC	67



Représentation économique et commerciale des Régions bruxelloise, flamande et wallonne à Kinshasa (RDC)



Jérôme ROUX

Conseiller économique et commercial

Tél.: +243 81 50 48 271

E-mail: beltrade@vodanet.cd



Ghislaine KAHAMBU KAMBESA

Assistante

Tél.: +243 81 50 48 272



Ernest POLEPOLE

Assistant

Tél.: +243 81 50 48 273

Place du 27 octobre - Kinshasa - RDC
C/o Ambassade de Belgique à Kinshasa
www.beltrade-congo.com

La Représentation économique et commerciale des Régions bruxelloise, flamande et wallonne à Kinshasa (RDC), a pour vocation d'aider les entreprises belges et congolaises à nouer des relations d'affaires.

Située à l'Ambassade de Belgique, ses bureaux mettent à la disposition des entreprises belges et congolaises des opportunités d'affaires ainsi que des contacts à travers les supports d'information suivants :

- **un site internet (www.beltrade-congo.com)**, qui a pour objectif d'informer les entreprises des éléments essentiels à la bonne marche de leurs investissements en RDC : la manière d'aborder commercialement, des informations utiles pour comprendre les enjeux économiques de la RDC et des adresses internet indispensables ;
- **un bulletin d'information** bimensuel beltrade info, qui propose une synthèse des faits importants de l'actualité économique de la RDC en 5 parties : *Conjoncture macroéconomique* et climat des affaires, la RDC dans les relations internationales, Actualité des secteurs de production, Echos des Provinces de la RDC ainsi que les appels d'offres ;
- **des cahiers sectoriels** qui, en présentant les potentialités d'un secteur, cherchent à décrire ce qu'il y a à faire secteur par secteur en RDC ;
- **des Beltrade contacts RDC** qui, en présentant les acteurs clés du secteur dans chaque province du Congo, cherchent à décrire avec qui travailler dans ce secteur en RDC ;
- **des Beltrade Contacts Belgique** qui présentent le savoir-faire belge dans un secteur donné destiné à la République Démocratique du Congo.

La Représentation économique et commerciale des Régions bruxelloise, flamande et wallonne organise également des rencontres directes entre entrepreneurs belges et congolais à travers des tables rondes thématiques et des missions économiques individuelles ou collectives en Belgique et au Congo.

Représentation économique et commerciale des Régions bruxelloise, flamande et wallonne en RDC

C/o Ambassade de Belgique à Kinshasa

E-mail: beltrade@vodanet.cd

www.beltrade-congo.com

Beltrade 

Beltrade info



Beltrade cahier sectoriel



*Beltrade contacts
RDC*



*Beltrade contacts
Belgique*



*Missions économiques
en RDC*



*Missions économiques
en Belgique*



Conjoncture macroéconomique



Croissance - Inflation - Taux de change

La situation économique de la RD. Congo en cette année 2017 est secouée par une crise non seulement exogène mais aussi interne. Le pays a terminé l'exercice 2016 avec un taux de croissance de 2,5%, selon la Banque centrale du Congo.

La révision du **taux de croissance** de la RDC passé entre 2015 et 2016 de 7% à 2,5% en moyenne figure parmi les principaux indicateurs de cette crise. « Cette croissance, si on la compare à la croissance de la population de la RDC, qui est quasiment de 3%, on obtient un taux de croissance par tête de 0% ou moins », selon Emmanuel Pinto, économiste en chef de la BM en RDC. Pour l'année 2017, le FMI prévoit une croissance de 0,6% pour la RDC. Autre indicateur, **l'inflation** de la monnaie nationale par rapport à la devise américaine.

Le taux d'inflation du franc congolais est passé de -1 en 2015 à plus de 11% au 20 décembre 2016. Du début de l'année à fin septembre 2016, le franc congolais a subi une dépréciation de 10% de sa valeur face au dollar au taux officiel, et de 16,5% sur le marché parallèle.

Au mois de mai 2017 le **taux de change** s'est établi à 1.418 CDF et 1.430,03 respectivement à l'interbancaire et au parallèle.

Ce ralentissement économique, provoqué par une conjoncture macroéconomique internationale (ralentissement de l'économie chinoise et chute des cours mondiaux des matières premières) jointe aux incertitudes politico-sécuritaires n'est pas favorable aux investissements.



Confronté à la baisse dramatique de ses réserves de change, la Banque Centrale du Congo a enjoint les entreprises actives dans les secteurs congolais des mines et des hydrocarbures à désormais acquitter le paiement des taxes et des droits de douanes en dollars US plutôt qu'en CDF, une décision qui prend le contre-pied de la politique de dé-dollarisation de l'économie voulue par le gouvernement Matata mais que les circonstances actuelles rendent impossible.

En outre, les banques congolaises se sont vu imposer le relèvement des coefficients de la réserve obligatoire de 10 % à 13 % et de 9 % à 12 %, respectivement pour les dépôts en devises à vue et à terme. On mentionnera encore une certaine fragilité au niveau du système bancaire congolais qui est sous-capitalisé comme la quasi-faillite de la BIAC (Banque Internationale pour l'Afrique au Congo). De manière générale, le système bancaire en RDC nécessite une restructuration afin de s'adapter aux capacités réelles de la population.

En 2016, le Produit Intérieur Brut de la RDC s'élève à 37,55 milliards de dollars. Rapporté au nombre de Congolais, cela représente un PIB/habitant de **430 dollars**. Un chiffre qui vaut au pays d'Afrique centrale la 8ème place du classement des pays les plus pauvres du monde. Pour l'Afrique, le FMI prévoit un redressement de 2,6% en 2017, et 3,5% en 2018. Ce petit rebond est attribué à une production pétrolière nigériane en hausse, à la fin de la sécheresse en Afrique australe, à une poussée de dépenses publiques, en Angola pour cause d'élections et à une reprise des cours mondiaux des produits de base.

La RDC est fragilisée principalement par le recul du prix du cuivre qui est tombé de 9000 USD la tonne il y a encore 2 ans à 4600 en janvier 2016, son niveau le plus bas. En fin d'année, la tonne était remontée à 5700 USD.

Pour rappel, l'industrie minière compte pour environ 95% des recettes d'exportation de la RDC.

La chute des cours du cuivre a entraîné la suspension de certaines activités minières (GlenoreKCC, Boss Mining), ce qui a eu directement des conséquences sur les activités connexes au secteur minier.

L'impact est particulièrement ressenti en province du Katanga où les licenciements se comptent en milliers d'emplois.

Les produits miniers (cuivre, cobalt, or, diamant) continuent cependant d'être très largement en tête dans les exportations de la RDC. Viennent ensuite le pétrole et le bois.

Situation politique

Crise politique en RDC

L'incertitude politique en République démocratique du Congo, où la présidentielle censée avoir lieu en 2016 apparaît chaque jour un peu plus compromise, freine la croissance économique nationale déjà frappée par la baisse des cours des matières premières.

La RDC traverse une crise politique depuis la réélection contestée du président Joseph Kabila en 2011 à l'issue d'un scrutin entaché de fraudes massives.

Bien que la Constitution congolaise ne permette pas aux présidents de rester au pouvoir pendant plus de deux mandats, le président Kabila, dont le deuxième mandat de cinq ans a pris fin en décembre 2016, est toujours en fonction.

La Cour Constitutionnelle du pays s'était prononcée, par un arrêt, pour son maintien au pouvoir jusqu'à ce qu'un nouveau président soit élu.

Sous l'égide des évêques catholiques, le pouvoir et l'opposition ont trouvé le 31 décembre 2016 un compromis politique pour la gestion du pays jusqu'à l'élection du nouveau chef de l'Etat qui va succéder à Joseph Kabila. Mais cet accord apparaît de plus en plus fragile.

Le 27 mars 2017 les évêques avaient mis fin à leur mission sans être parvenu à concilier les deux parties. Ils ont tout de même noté des avancées majeures obtenues au cours de ces négociations.

Ils ont entre autres cité la taille du futur gouvernement de la transition avec 54 membres, la mission de ses animateurs, le profil du premier ministre et des ministres, ainsi que la mise en place d'un chronogramme de la mise en œuvre de l'accord.

Le Secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres a indiqué que l'application intégrale, « en toute bonne foi », de l'accord du 31 décembre 2016 reste la seule voie « viable » vers la création d'un climat politique apaisé, et « la tenue la

tenue d'élections crédibles en RDC.

Pour respecter ce processus, une pression a été exercée sur les autorités congolaises depuis 2016, et le 29 mai 2017 l'Union européenne a décidé d'infliger des sanctions individuelles à neuf responsables de l'appareil sécuritaire de la RDC dont trois ministres ou anciens ministres du régime Kabila, pour de « graves violations des droits de l'Homme ».

Alors que le président Joseph Kabila a nommé un membre de l'opposition comme Premier ministre, cette nomination a été dénoncée et critiquée par l'opposition qui considère que le choix unilatéral de Bruno Tshibala, qui n'est plus membre du Rassemblement de l'opposition, ne représente pas leur point de vue.

Malgré les contestations, le 9 mai 2017 une nouvelle équipe gouvernementale a été rendue publique, près d'un mois après la nomination du Premier ministre Bruno Tshibala.

En tout, le gouvernement Tshibala comporte 59 membres, soit huit de moins que celui de son prédécesseur, Samy Badibanga. Ce dernier, avait été nommé, par ordonnance présidentielle rendue publique le 17 novembre 2016.

Gouvernement Tshibala

- **Premier ministre :** Bruno Tshibala Nzenzhe

- **Vice-Premier ministres :**

Affaires étrangères et Intégration régionale : Léonard She Okitundu

Intérieur et Sécurité : Emmanuel Ramazani Shadary

Transports et Communications : José Makila Sumanda

- **Ministres d'État :**

Justice : Alexis Thambwe Mwamba

Plan : Modeste Bahati Lukwebo

Economie : Joseph Kapika Dikanku

Budget : Pierre Kangudia Mbayi

Décentralisation et Réformes institutionnelles : Azarias Ruberwa Manywa

Commerce extérieur : Jean-Lucien BussaTongba

Travail : Lambert Matuku Memas

Fonction publique : Michel Bongongo Ikoli

Relations avec le Parlement : Jean-Pierre Lisanga Bonganga

- **Ministres :**

Défense : Crispin AtamaTabe

Finances : Henri Yav Mulang

Communication et Médias : Lambert Mende Omalanga

Portefeuille : Wivine Mumba Matipa

Potes, Télécommunications et NTIC : Emery Okundji Ndjovu

Mines : Martin Kabwelulu

Affaires foncières : Lumeya Dhu-Maleghi

Aménagement du territoire : Félix Kabange Numbi

Infrastructures, Travaux publics et Reconstruction: Thomas Luhaka Losenjola

Urbanisme et Habitat : Joseph Kokonyangi Witanene

Hydrocarbures : Aimé Ngoy Mukena

Industrie : Marcel Ilunga Leu

Energie et Ressources hydrauliques: Ingele Ifoto

Environnement et Développement durable : Amy Ambatobe Nyongolo

Tourisme : Franck Mwe di Malila Apenela

Petites et moyennes entreprises : Bienvenu Liyota Ndjoli

Coopération au développement : John Kwet Mwan Kwet

Agriculture : Georges KazadiKabongo

Enseignement primaire, secondaire et professionnel: Gaston Musemena Bongala
Genre, enfant et Famille : Chantal Safu
Affaires sociales : Eugène Serufuli Ngayabaseka
Solidarité et Action humanitaires : Bernard Biango Sango
Sport et Loisirs: Papy Niango Iziamay
Enseignement supérieur et universitaire : Steve Mbikayi Mabuluki
Formation professionnelle, métier et artisanat : Pierrot Uweka Ukaba
Recherche scientifique : Heva Muakasa
Développement rural : Justin Bitakwira
Droits humains : Marie-Ange Mushobekwa
Santé : Oly Ilunga Kalenga
Jeunesse et Initiation à la nouvelle citoyenneté : Maguy Kiala Bolenga
Pêche et élevage : Paluku KisakaYereYere
Affaires coutumières : Guy Mikulu Pombo
Culture et Art : Astrid Madiya
Ministre délégué chargé des Congolais de l'étranger : Emmanuel Ilunga Ngoie Kasongo
Ministre délégué près le Premier ministre : Tshibangu Kalala

• ***Vice-ministres :***

Affaires étrangères : Agée Matembo Toto
Coopération internationale : Freddy Kita Bukusu
Intérieur et Sécurité : Basile Olongo
Budget : Maguy Rwakabuba
Finances : Jean-François Mukuna
Postes, Télécommunications et NTIC : Omer Egbakeya Ngembe
Infrastructures travaux publics et reconstruction: Papy Mantezolo
Travail et Prévoyance sociale : Athys Kabongo Kalonji
Agriculture : Noël Botakile Botanga
Urbanisme et Habitat : Willy Bolio Emina
Plan : Jean-Pierre Zekpele-Mondombe.

Fait à Kinshasa, le 08 mai 2017



Publication de la Représentation économique et commerciale
des Régions bruxelloise, flamande et wallonne

Ambassade de Belgique - Jérôme ROUX
Tél. : +243(0)81 504 82 71 - Email : beltrade@vodanet.cd

BELTRADE

info

mission

contact

**TOUTE
L'ACTUALITE ECONOMIQUE
DE LA RDC**

Beltrade info en ligne sur
www.beltrade-congo.com

Floraison des supermarchés à Kinshasa: Des hommes d'affaires congolais écrasés

Les supermarchés poussent de plus en plus dans les communes excentrées de la ville de Kinshasa. La commune de Gombe perd le monopole de qui était encore récemment un luxe. En effet, contrairement à la pratique des années antérieures, les opérateurs économiques détenteurs des supermarchés vont vers les clients des coins et recoins de Kinshasa pour écouler leurs marchandises. Les nouveaux patrons ne lésinent pas sur les moyens pour conquérir la ville de Kinshasa (étude du marché, régime exceptionnel d'imposition, trafic d'influence, corruption, ...). On peut se ravitailler facilement au supermarché de sa commune où le prix avec le marché central appelé « Zando » est de plus en plus proche. Si l'augmentation sensible des supermarchés semble ne pas être mal perçue par la population, l'on constate cependant que les patrons de ces nouvelles unités

économiques sont pour la plupart des étrangers. Un envahissement qui pénalise les petits commerçants pourtant protégés par une loi sur l'exercice du petit commerce en RDC. Les Asiatiques ont envahi ce secteur au point d'écraser les Congolais qui tentaient de s'y hasarder. Chaque vieille bâtisse inachevée est conquise et mise en valeur. C'est ainsi qu'ils peuvent même vendre au plus petit détail tous les articles vendus par le petit commerçant congolais. Lors de la dernière décennie, l'on a remarqué de moins en moins d'investisseurs congolais dans leur propre pays. Approchés, quelques-uns évoquent plusieurs tracasseries administratives, mais aussi et surtout la concurrence déloyale avec les Orientaux. En visitant présentement les supermarchés des Congolais, l'on se rend compte qu'ils sont moins achalandés, moins visités et surtout plus chers que leurs concurrents.



La loi sur la préférence nationale fait peur aux entreprises privées

Des entreprises opérant en RDC redoutent une disposition de la loi du 8 février 2017, entrée en vigueur le 17 mars 2017 fixant les règles applicables à la sous-traitance privée.

En effet, le périmètre et les modalités d'application de cette disposition demeurent très flous alors que cette loi prévoit l'instauration d'une préférence nationale dans les contrats de sous-traitance privée dans un délai de 12 mois. La loi stipule que « l'activité de sous-traitance est réservée aux entreprises à capitaux congolais promues par les Congolais, quelle que soit leur forme juridique, dont le siège social est situé sur le territoire national », et ce dans « tous les secteurs d'activités ». A fortiori, la loi limite le volume des activités pouvant être sous-traitées à 40% de la valeur d'un marché, et oblige à recourir à des appels d'offres pour des marchés supérieurs à 100 millions de francs congolais (75 000 dollars).

La loi dispose que les contrevenants qui ne respecteraient pas la préférence congolaise prévue par le texte pourraient être sanctionnés de la nullité des contrats conclus et d'une amende de 50 millions à 150 millions de francs congolais (jusqu'à 105 000 dollars). Reste que si l'objectif du texte est de favoriser les entreprises à capitaux congolais et les emplois locaux, dans un contexte de fort ralentissement de la croissance l'an dernier, son application et ses retombées en faveur des entreprises congolaises sont incertaines. Les décrets d'application de cette loi sont attendus pour éclairer les entreprises sur cette disposition qui les inquiète.

«Africa's Pulse» de la Banque mondiale prévoit un rebond de croissance en 2017 pour la RDC et d'autres pays africains

La Banque mondiale a publié en avril 2017 son rapport semestriel «Africa's pulse». Le taux de croissance économique de l'Afrique devrait atteindre 2,6% pour l'année en cours. Cette reprise, selon les experts, reste faible. Aussi, cette croissance économique ne devrait se situer que légèrement au-dessus de la croissance démographique, soit un rythme qui entrave les efforts en faveur de l'emploi et de la réduction de la pauvreté. Selon le rapport «Africa's Pulse», la croissance globale du continent devrait passer à 3,2% en 2018 et à 3,5% en 2019. Albert Zeufack, économiste en chef de la Banque mondiale, prévoit une croissance de 4,5% pour la RD Congo en 2017, mais qui demeure cependant en deçà des potentialités du pays. Le Nigeria, l'Afrique du Sud et l'Angola, principaux moteurs économiques du continent, enregistrent un rebond après le ralentissement brutal de 2016. Toutefois, le redressement est lent en raison d'un

ajustement insuffisant par rapport à la baisse des prix des matières premières et à l'incertitude des politiques. Une référence dans le rapport a été faite aux dernières données de sept pays; la Côte d'Ivoire, l'Ethiopie, le Kenya, le Mali, le Rwanda, le Sénégal et la Tanzanie qui continuent de montrer une résilience économique, aidés par la demande intérieure. Ces pays affichent des taux de croissance annuelle supérieur à 5,4% entre 2015 et 2017, concentrent près de 27% des populations d'Afrique subsaharienne et représente 13% de son PIB total. La Banque mondiale recommande aux pays africains de mettre en œuvre la réforme du système de passation des marchés publics, d'assurer l'amélioration de gouvernance, le renforcement des capacités des administrations pour mettre en œuvre les projets... Le rapport «Africa's Pulse» est à sa 15ème édition.

Indice de liberté économique: la RDC classée 19ème en Afrique

La République Démocratique du Congo (RDC) occupe la 19ième place sur 54 pays africains dans l'édition 2017 du classement de l'indice de liberté économique des pays africains.

Au niveau mondial, la RDC occupe la 117ème place. L'Ile Maurice, le Botswana et le Rwanda sont les économies les plus libres en Afrique, selon l'édition 2017 de cet indice de liberté économique publié par le think tank américain HeritageFoundation et le Wall Street Journal. L'indice classe les 180 pays étudiés cette année en cinq grandes catégories, sur une échelle allant de 0 point (les moins libres) à 100 points (les plus libres): «libres» (80-100 points), «plutôt libres» (70-79,9 points), «modérément libres» (score 60-69,9 points), «plutôt pas libres» (50-59,9 points) et «réprimant la liberté» (40-49,9 points). Dans cette publication 2017, aucun pays africain ne se trouve dans la catégorie «libres». Deux pays du continent se positionnent cependant dans la catégorie «plutôt libres»: l'Ile Maurice qui occupe la première position à l'échelle africaine et le 21è rang à l'échelle mondiale. Avec un score de 74,7 points, ce pays de l'Océan indien devance même des pays industrialisés tels

que l'Allemagne et le Japon. Le Botswana (34è rang au plan mondial avec un score 70,1 points) arrive en deuxième position à l'échelle africaine. Viennent ensuite le Rwanda (51è rang à l'échelle mondiale), la Côte d'Ivoire (75è), la Namibie (78è), l'Afrique du Sud (81è), les Seychelles (85è), le Maroc (86è), le Swaziland (88è) et l'Ouganda (91è). Ces huit pays africains se trouvent dans la catégorie «modérément libres». Parmi les 51 pays africains étudiés, 29 pays se trouvent dans la catégorie «plutôt pas libres» dont le Kenya, le Nigeria, la Tunisie et la Tanzanie. Enfin, 11 pays du continent se situent dans la catégorie des pays réprimant la liberté économique, dont l'Angola, l'Algérie, le Tchad et le Zimbabwe. La RDC se trouverait dans cette catégorie. Au plan mondial, Hong Kong conserve la première place du podium, devant Singapour et la Nouvelle-Zélande. Viennent ensuite la Suisse, l'Australie, l'Estonie, le Canada, les Emirats arabes unis, l'Irlande et le Chili.

La RDC occupe la 23ième place dans le classement 2017 des «pays africains les plus attractifs pour les investisseurs»

La RDC surclasse l'Angola (24ième) et vient après le Bénin (22ième)

A la tête du classement, on retrouve le **Botswana**, pays le plus attractif pour les investisseurs en Afrique, selon un classement publié le 7 avril 2017 par le cabinet de recherche Quantum Global ResearchLab, une filiale de la firme d'investissement et de conseil suisse Quantum Global. Baptisé «The Africa Investment Index Factors (All)», ce classement se base sur 13 indicateurs répartis en six grands facteurs clés qui encouragent les investisseurs. Notamment le facteur de croissance (du PIB réel, investissement domestique, croissance économique), le facteur de liquidité (le taux d'intérêt réel, niveau de la masse monétaire) et le facteur des risques (risque de change, note souveraine, taux de couverture des importations, niveau de la dette extérieure,

situation de la balance courante). On y retrouve également le facteur de l'environnement des affaires (rang dans le classement Doing Business), le facteur démographique (population totale) et le facteur de l'utilisation des réseaux sociaux (taux de pénétration de l'usage de Facebook). Le Maroc arrive en 2ième position sur les 54 pays étudiés, devant l'Egypte, l'Afrique du Sud, la Zambie, la Côte d'Ivoire, l'Algérie, la Tanzanie, la Namibie. Le Burkina Faso ferme le Top 10. Les meilleures progressions réalisées depuis 2013 dans ce classement ont été enregistrées par le Swaziland (+19 places), Djibouti (+15), le Rwanda (+14), le Burkina Faso (+13) et la Tanzanie (+13). D'autres pays ont connu des reculs très marqués comme la Libye (-20 rangs), la Tunisie (-17), l'Ethiopie (-15), la Guinée Equatoriale (-13) et le Gabon (-12).

ANAPI a agréé cinq projets d'investissement en février 2017



L'Agence Nationale pour la Promotion des Investissements (ANAPI) a agréé cinq projets en février dernier 2017 contre 1 seul en janvier courant avec les avantages accordées par le Code des investissements. Ces projets agréés représentent un coût global des investissements de près 143 674 371 de dollars américains.

Le démarrage de leurs activités pourrait créer plus de 270 emplois en RDC. Des chiffres qui confortent les analyses de l'ANAPI sur les perspectives prometteuses faisant état de la tendance à la hausse des projets d'investissements à agréer par elle avant la fin de cette année. Par rapport aux enregistrements des entreprises en tant que personne morale, 106 ont été créées de janvier à 17 février 2017 contre 476 en tant que personne physique pour la même période. Les entreprises individuelles constituent la forme la plus enregistrée comparativement aux entreprises sociétaires.

La RDC sur perspective négative selon l'agence de notation Standard & Poor's

S&P Global Ratings a confirmé, le 3 février 2017, sa note «B-/B» de la dette à long et court terme, en devises et en monnaie locale, de la République démocratique du Congo (RDC). C'est dire que la perspective demeure négative. Les analystes de l'agence de notation fondent leur décision sur les paramètres macroéconomiques du pays et un contexte politique incertain. Les notes sont en revanche contraintes par « la fragilité des institutions et de la gouvernance du pays, les incertitudes sur le plan politique, les réserves de change extrême-

ment faibles, ainsi que par un PIB par habitant (380 USD) figurant au deuxième rang des plus faibles de l'ensemble des souverains notés par S&P Global Ratings ». Au regard de l'agence, les risques politiques et sociaux restent importants en RDC. Un tel contexte n'est pas sans conséquences sur les prévisions de croissance. Les réserves internationales de la RDC se sont largement éffritées depuis 2015 passant de plus de 1,2 milliard USD fin 2015 à près de 600 millions USD à fin 2016, ce qui correspond à environ un mois de paiements courant.



Préparation de la mission économique congolaise en Belgique en juin 2017

Le 03 février 2017 plus de 100 entreprises se sont rencontrées à L'hôtel Sultani à Kinshasa pour échanger sur les opportunités d'affaires dans les secteurs du tourisme et de la conservation de la nature en RDC. Cette séance d'information a été organisée par la Représentation économique et commerciale des Régions bruxelloise, flamande et wallonne en collaboration avec la Chambre de Commerce Belgo Congolaise et Luxembourgeoise.

Cette mission économique, en Belgique, de décideurs et de sociétés congolaises dans les secteurs du tourisme et de la conservation de la nature du 17 au 25 juin 2017 a pour but de rassembler les principaux opérateurs de ces secteurs au Congo pour qu'ils rencontrent en Belgique et au Luxembourg les personnes et sociétés susceptibles de répondre à leurs besoins.

Au cours de cette séance d'information trois orateurs ont présentés les opportunités d'affaires dans les secteurs susmentionnés :

- Opportunités d'affaires offertes par l'Iccn pour les sociétés privées congolaises et étrangères présentés par le pasteur Dr Cosma Wilungula Balongelwa directeur général de l'Iccn.

- Le tourisme en RDC. Atouts, Produits et perspectives par Médard Tambwe Mangala – Consultant

- Les aspects d'écotourisme ont été présentés par Dr Alain Huart, Coordonateur Agriculture et Forêt WWF RDC.

Après ces exposés, le Conseiller économique et commercial, Jérôme Roux a présenté le programme de la mission suivi d'un échange d'éclaircissement sur plusieurs aspects de la mission.

Vous trouverez le rapport de cette mission sur le site:

www.beltrade-congo.com

Tourisme, secteur transversal



L'intérêt des sociétés congolaises à la mission belge de juin 2017

Le tourisme est un secteur "transversal" car il touche presque tous les autres domaines de la vie (Agriculture, Construction, Transports, Santé, Assurances et Banques, Communication,...) et à des effets multiplicateurs sur les autres secteurs d'activités.

Ci-dessous, les sous-secteurs du tourisme qui suscitent l'intérêt des sociétés congolaises :

- **Tourisme et investissements :**

- ▶ Bailleurs de fonds, investisseurs publics ou privés dans le secteur du tourisme et de la conservation de la nature dans les deux Congo.

- **Tourisme, construction, hébergement et restauration**



- ▶ Architectes, constructeurs d'hôtels et d'infrastructures touristiques;
- ▶ Hôteliers, restaurateurs intéressés à développer leur expertise dans les deux Congo.

- **Tourisme et organisateurs de voyages :**

- ▶ Agence de voyages et tours opérateurs, éditeurs de guides touristiques

- **Formation dans les métiers de tourisme et de la conservation de la nature :**

- ▶ Ecoles hôtelières;

- ▶ Autres types d'institutions publiques ou privées de formation dans les métiers du tourisme (y compris la formation à distance et l'e-learning) intéressées de collaborer avec les deux Congo.

- **Tourisme, conservation de la nature, biodiversité et agriculture:**

- ▶ Gestionnaires de forêts, de Zoo, de parcs animaliers, de jardins botaniques, d'aquariums et autres sites touristiques liés à la nature (grottes...);

- ▶ Fournisseurs d'infrastructures, de biens et de services pour sites touristiques;

- ▶ Gestionnaires de fermes avec un projet touristique ;

- ▶ Agence de sécurité, gardes champêtres, gardes forestiers, lutte contre le braconnage

- **Sports et Tourisme:**



- ▶ Organismes de rallyes automobiles, moto, Yacht club, golfs, cercles hippiques intéressés de nouer des liens avec le Congo ;

- ▶ Fournisseurs de matériels pour magasins de sports (matériel de randonnée, de pêche, bateaux, motos, vélos, véhicules 4x4, chevaux);

- ▶ Fournisseurs d'infrastructures sportives

- **Tourisme, santé et assurance :**

- ▶ Agence de voyage spécialisée dans le tourisme médical;

- ▶ Médecin directeurs de certains hôpitaux concernés par le tourisme médical ;

- ▶ Société d'assurance ou courtiers;

- ▶ Assurance voyage, santé et transport

• Tourisme et Multimédia



Lac Kivu / Bukavu

• Tourisme et NTIC

Créateur de sites internet ;
Marketing numérique au service du tourisme et de la conservation de la nature ;
Logiciels au service du tourisme et de la conservation de la nature ;

• Tourisme religieux

Agences de voyages spécialisées dans l'organisation de pèlerinages

• Tourisme d'affaires :

► Organismes d'événements, salons professionnels, foires commerciales ;

• Tourisme et transport :

- Compagnies aériennes ;
- Sociétés de transport fluvial et lacustre ;
- Sociétés de location de véhicules 4x4 et mini-bus ;
- Sociétés de transport routier d'autocars ;
- Sociétés de transport ferroviaire ;



• Tourisme, culture et loisirs

- Conservateurs de musées et espaces culturels ;
- Fournisseurs de biens ou de services pour les musées
- Cinéma et bibliothèque ;
- Artisanat (artiste-peintre, sculpture, musique et mode) ;
- Parcs d'attraction ;



RDC-FRANCE



La politique africaine d'Emmanuel Macron attendue par des représentants français en poste en Afrique

Jusqu'ici, le président Emmanuel Macron n'a pas stipulé avec précision sa politique africaine. Mais l'Afrique faisait partie du 6ème chantier du candidat Emmanuel Macron, désormais chef de l'Etat.

Au plan international, il s'engageait à défendre les intérêts de la France. Un terme qui est revenu lors de son investiture. Et aussi, d' « assurer une nouvelle politique en Afrique où la paix et l'esprit d'entreprise construiront le siècle qui commence ». Les représentants de la France en Afrique pensent que cette paix sera basée sur des partenariats économiques, « continent d'avenir », qui connaît des difficultés de gouvernance, démographiques, des pandémies et des inégalités. Les experts du continent attendent de la nouvelle politique de la France un partenariat ambitieux fondé sur les intérêts mutuels dans tous les domaines : climat, commerce, emploi, innovation, sécurité..., qui s'appuie sur les forces vives africaines et françaises notamment les intellectuels, les ONG, diasporas et entreprises.

Les attachés économiques souhaitent que soient relancées l'aide bilatérale en Afrique, une forte mobilisation des financements publics et privés en vue de financer les PME et les infrastructures en Afrique, de promouvoir le rôle des femmes, « un véritable vivier économique sous-exploité » et de renforcer les relations entre les Etats, avec la société civile africaine.

Un attaché militaire français en poste dans un pays d'Afrique pense que la France a perdu ses réseaux de connivence et son influence. Il invite le président à « travailler en étroite collaboration avec l'Union africaine (UA) », pour relever certains défis liés à la sécurité, notamment la lutte contre le terrorisme.

49 entreprises à la 4ème semaine française

Au total 49 entreprises et autres institutions ont exposé leurs produits ou services à la 4ème semaine française organisée à Kinshasa du 24 au 27 mai 2017. Il s'agit, entre autres, de sociétés de télécommunications, de banques, d'agences de recrutements et des hôtels.

Placée sous le thème de "La RDC : Terre du Numérique et de l'Agrobusiness", la 4ème édition de la Semaine française a connu des forums, des ateliers et des tables rondes, mais également des rencontres entre employeurs et des demandeurs d'emploi.

Alain Rémy, ambassadeur de France en RDC, avait indiqué lors de la cérémonie d'ouverture que cette 4ème édition de la Semaine française était non seulement un lieu de simple exposition de divers services mais surtout une opportunité particulière et bénéfique pour les jeunes en quête d'emploi.

Et, ce samedi 27 mai, près de 5000 demandeurs

d'emploi essentiellement composés de jeunes ont franchi les portes de la Halle de la Gombe pour déposer leurs CV auprès des agences de recrutement et des entreprises présentes.

ACTUALITE.CD, FOOT.CD et UNIVERS.FM, seuls médias congolais invités pour la circonstance, ont marqué leur présence en déplaçant pendant quatre jours leurs rédactions centrales sur place afin d'assurer une large couverture de l'événement.

Organisée par la Chambre de commerce et d'industrie franco-congolaise (CFIFC), en collaboration avec l'Ambassade de France en RDC et la section locale des conseillers du Commerce extérieur de la France, cette édition a également connu la participation de CIO MAG, dans le cadre de « Digital African Tour », et avait comme particularité la tenue du 1er Festival international de musique de Kinshasa "FEST'KIN" autour des artistes nationaux et internationaux.



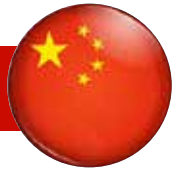
RDC-SUEDE



Santé: la Suède accorde 6 millions de dollars à l'Unicef / RDC

La Suède a octroyé à l'UNICEF/ RDC, au terme d'une convention de partenariat, signé le 25 avril 2017 à Kinshasa, 57 millions de couronne suédoise (6 millions USD) pour l'appui au programme de santé. Cette somme vise, selon un communiqué de presse conjoint, à l'intensification des efforts pour l'accélération de la réduction de la mortalité des mères, des nouveau-nés et des enfants, grâce à une meilleure accessibilité aux services de base de santé efficaces, efficaces et équitables pour l'année 2017. Il s'agit de soutenir la réforme du secteur de la santé, de généraliser des interventions à haut impact, démontrées au niveau de la santé et de la nutrition. Un accent particulier sera mis sur les approches communautaires, afin de renforcer la participation des communautés en vue d'une meilleure pérennisation des interventions. La coopération au développement de la Suède avec la RDC contribue à une paix durable et à la

consolidation de l'Etat, ainsi qu'à l'amélioration des conditions de vie pour les personnes vivant dans la pauvreté et l'oppression. C'est depuis 2014 que la Suède apporte son appui, avec un montant de 23, 6 millions USD, à la mise en œuvre du volet santé du Programme de Coopération de l'UNICEF en RDC. Cet appui vise l'amélioration de la santé maternelle et infantile et la survie de l'enfant. La RDC continue à faire face à des taux de mortalité infanto-juvénile et maternelle extrêmement élevés, respectivement 104 pour mille naissances vivantes et 846 pour 100.000 naissances vivantes en 2014. Elle a tout de même fait des progrès considérables en termes de réduction du taux de mortalité infantile, qui est passé de 148 décès par 1000 naissances vivantes en 2007 à 104 décès par 1000 naissances vivantes en 2014 (Etude démographique et de santé 2013-2014).



Près de 41,2 millions USD de Zijing Mining à Ivanhoe Mines pour sa participation au projet Kamao

Le groupe minier chinois Zijing Mining a versé, en février 2017, une quatrième tranche d'une valeur de 41,2 millions USD sur les cinq prévues dans le contrat pour l'acquisition de 49,5% de participation dans le projet de cuivre Kamao, détenu à 95 % par la compagnie Ivanhoe mines en RDC. Selon cette compagnie, le groupe chinois, par le biais de sa filiale Gold Moutains international, avait conclu en 2015, un accord avec Ivanhoe Mines pour acquérir 49,5% au prix de 412 millions USD.

A la clôture de la transaction en 2015, Zijing-mining avait payé une tranche initiale de 206 millions USD.

En mars dernier, le groupe a libéré la première des cinq tranches de paiement du montant restant, en versant une somme de 41,2 millions USD à Ivanhoe Mines. Cette entreprise ne doit désormais à Ivanhoe Mines qu'une dernière tranche de plus de 41,2 millions USD qu'il prévoit de payer en mai 2017. Pour rappel le projet de cuivre Kamao est situé dans la province de Lualaba, dans le sud de l'ex Katanga.

Accord pour la construction d'un port en eau profonde à Banana

Le gouvernement de la RDC et la société DP World de Dubaï ont signé le 9 février 2017, un protocole d'accord pour la construction d'un port en eau profonde et une zone franche à Banana dans le Kongo-Central. L'accord prévoit une période de six mois de préparation, avant de commencer les travaux de construction. DP World est le troisième plus grand opérateur mondial de terminaux conteneurs présent dans le monde, et en charge de plus de 60 terminaux.

Une firme chinoise se propose de construire 120 villas dans la commune de N'Sele

Une délégation de la société chinoise « Congo Invest Groupe » a conféré fin février 2017 avec le ministre de la Formation professionnelle, métiers et artisanat, Guy Mikulu, dans le cabinet de travail de ce dernier à Kinshasa. Il ressort que la société chinoise se propose de construire 120 villas au quartier Mikonga, dans la commune de N'Sele, ainsi que des centres de formation professionnelle au profit de la jeunesse congolaise, d'un marché international et les espaces d'investissement, en vue de fournir au pays une main d'œuvre qualifiée dans divers domaines.



La partie chinoise a, en outre, exprimé l'intention de réaliser en RDC, la construction d'une usine de fabrication d'appareils cellulaires conformes à la nouvelle technologie. Pour sa part, le ministre Mikulu s'est dit satisfait de cette initiative, soulignant l'importance du partenariat entre son ministère et la partie chinoise pour la formation des jeunes en RDC qui, selon lui, coïncide avec la vision du Chef de l'Etat, Joseph Kabila Kabange de faire de la classe moyenne, son cheval de bataille pour un Congo prospère.

Les trois tendances de la coopération sino-africaine depuis le sommet de Johannesburg

La coopération sino-africaine avance très rapidement et a abouti à des accomplissements tangibles un peu plus d'une année après la tenue du sommet du FCSA (Forum sur la coopération sino-africaine), en décembre 2015 à Johannesburg, en Afrique du Sud.

Selon le directeur du département des affaires africaines du ministère chinois des Affaires étrangères, Lin Songtian, la Chine et l'Afrique ont renforcé leurs liens dans presque tous les domaines. Jusqu'ici, la moitié de la somme de 60 milliards de dollars américains promise en faveur des pays africains a été utilisée et plusieurs projets ont été réalisés.

En juillet 2016, une réunion de coordinateurs sino-africains a eu lieu à Beijing, au cours de laquelle 63 contrats ont été signés, dont le montant a atteint 18,3 milliards de dollars américains.

Dans les sept premiers mois après la clôture du sommet de Johannesburg, la Chine et l'Afrique ont signé 245 accords dans presque tous les domaines, d'un montant atteignant 50,8 milliards de dollars, dont 46,6 milliards de dollars d'investissements directs et de prêts bancaires. Par ailleurs, le Fonds de coopération sino-africaine pour les capacités de production, dont la première tranche compte 10 milliards de dollars, a été établi.

La première tranche de prêts en faveur des PME africaines, dont le montant atteint 5 milliards de dollars, a été décaissée.

Grâce à ces financements, plusieurs projets d'infrastructures ont été réalisés.

A en croire Lin Songtian, trois tendances se sont peu à peu dégagées de la coopération sino-africaine : elle est de plus en plus stimulée par le marché que par les gouvernements, se développe davantage dans les domaines industriels que commerciaux, et favorise les investissements plutôt que la construction d'infrastructures.

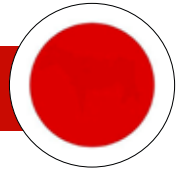
En outre, on assiste à un renforcement des échanges interpersonnels entre les deux parties.

Depuis fin 2015, la Chine et les pays africains ont organisé une cinquantaine d'événements d'échanges interpersonnels de haut niveau, et ont mis en place une centaine de projets, dont le Mécanisme d'échanges humains de haut niveau Chine-Afrique du Sud inauguré le 24 avril à Pretoria.

En outre, le deuxième Festival de la jeunesse chinoise et africaine s'est tenu en avril à Pretoria avec une participation de plus de 300 diplomates, entrepreneurs, étudiants et enseignants originaires de Chine et de 53 pays africains.

La troisième édition du Forum sur la coopération des médias sino-africains a été organisée en juin 2016 à Beijing, avec la participation de 320 représentants.

Par ailleurs, la Chine projette de former 61.000 cadres africains et d'envoyer des experts agricoles chinois en Afrique.



Construction d'une nouvelle direction de l'INPP à Lubumbashi: 27 millions USD

Le premier conseiller de l'ambassade du Japon en RDC, M. ShujiNoguchi, a effectué en mars 2017 une visite d'inspection de l'évolution des travaux du projet d'aménagement de la Direction provinciale de l'Institut National de Préparation Professionnelle INPP de Lubumbashi.

D'un coût de 27 millions de dollars américains sous financement du gouvernement japonais, ce projet vise la formation des futurs cadres en mécanique automobile, électronique, électricité et l'instrumentalisation.

L'attribution du marché de fourniture des équipements et de construction d'un nouveau site d'exploitation de l'INPP (Institut national de préparation professionnelle) à Lubumbashi, chef-lieu de la province du Haut-Katanga, a eu lieu le 01 février 2017 à Tokyo, au Japon.

Ces travaux sont financés par le gouvernement japonais dans le cadre d'une aide financière non remboursable de l'ordre de 27 millions USD. Au cours de l'opération de passation des marchés,

quatre entreprises dont trois équipementiers et un constructeur, ont présenté leurs offres. La durée des travaux est de 19 mois. La construction et l'équipement de cette direction, permettra de former une main-d'œuvre répondant aux besoins des entreprises notamment minières et mettra fin à l'importation des travailleurs dans le secteur.

La coopération INPP-JICA intervient depuis quelques années dans la construction ou la réhabilitation des infrastructures d'accueil, des équipements et des formateurs.

L'INPP bénéficie ainsi pour la 2ème fois consécutive d'une aide financière non remboursable du gouvernement japonais après la 1ère aide de 23 millions USD, ayant permis la construction de la nouvelle direction de l'INPP-Kinshasa.

Le Japon débloque 81.922 USD pour le Centre hospitalier Mokili-Mwinda

Dans le cadre d'un don non-remboursable aux Petits-Projets Locaux (APL), l'ambassade du Japon en RDC a signé début mars 2017, deux contrats de don avec, d'une part, l'Association de développement communautaire «MokiliMwinda» et d'autre part, l'Association pour le développement social et la sauvegarde de l'environnement.

Les deux projets sont financés à hauteur de 81.922 dollars américains, pour la première association, qui porte sur l'extension de la Maternité du Centre hospitalier Mokili-Mwinda, en faveur de l'ADECOM-MM.

Et la seconde, financée à hauteur de 81.740 dollars américains, porte sur l'extension et la réhabilitation d'un Centre d'accueil pour enfants vulnérables dans la Commune de Masina.

Toutefois, il n'a pas manqué de souligner que les deux organisations ont déjà eu l'expérience d'avoir longtemps travaillé avec les autres partenaires internationaux, tels que l'UNHCR ou le PNUD.

L'Ambassade du Japon a activement œuvré pour le développement communautaire et local, à travers la réhabilitation de l'INPESS et la mise en œuvre de la Coopération Technique.



RDC-UE



Afrique: 97 millions \$ pour les PME de 4 pays dont la RDC

La Banque Européenne d'Investissement (BEI) a accordé une ligne de financement de 10 milliards de shilling, soit 97 millions de dollars américains à Equity Bank et House Finance Company. 1 000 compagnies seront ciblées et recevront chacune en moyenne 10 millions de shillings, soit un équivalent de 97 000 USD.

Cette enveloppe permettra d'aider les PME à s'organiser de manière à accroître les recettes pour le développement de l'économie de leurs pays respectifs. Car, les deux structures chargées de gérer ce fonds l'utiliseront pour financer des Petites Moyennes entreprises (PME) en RDC, au Kenya, en Tanzanie, et en Ouganda.

La représentation de Equity Bank à Kinshasa, recevra 8,5 milliards de shillings, qu'elle répartira entre les pays ciblés.





Réhabilitation du tronçon routier de la RN4 Dulia-Bondo : 7.233.779, 29 USD

La Banque mondiale a débloqué 7.200.000 de dollars américains pour les travaux de réhabilitation et d'aménagement des points critiques du tronçon routier de RN4 (129 kilomètres) reliant Dulia à Bondo dans la province du Bas-Uélé. Les travaux vont consister notamment à la réhabilitation de la route, de deux ponts ainsi que la construction d'une dizaine de dalots. C'est l'entreprise Tchadienne SOBATRANS qui a gagné le marché. Elle a dix-huit mois pour finaliser ces travaux.

Le tronçon Dulia-Bondo dont les travaux dureront 17 mois pour sa réhabilitation, est resté presque impraticable pendant plus de 30 ans et les usagers peinaient pour relier Buta à Bondo en passant par Dulia. Ce tronçon est une partie de l'ex-projet de la Trans Africaine qui devait relier la RDC à la RCA pour continuer vers l'Ouest à partir de Ndu. Le tronçon routier Dulia – Bondo, long de 130 km, est fermé depuis des dizaines d'années. Le déplacement s'effectue sur cet axe par vélos et motos.

Un accord de financement de 50 millions de dollars signé

Le directeur des opérations de la Banque mondiale pour la RDC et la république du Congo, Ahmadou Moustapha Ndiaye et le ministre congolais des Finances, Henri Yav Mulang, ont signé le 3 mars 2017 un accord de financement additionnel de 50 millions de dollars à l'issue de la 7ème Revue du portefeuille de la Banque mondiale tenue les 2 et 3 mars 2017 à Kinshasa.

Henri Yav Mulang a plaidé pour que soit préservé malgré la crise, le niveau d'activités de projets de la Banque mondiale dans plusieurs secteurs et ainsi œuvrer à la diversification de notre économie.

Il a d'autre part émis le vœu de voir le taux de décaissement augmenter et le problème des dépenses inéligibles trouver de solution, tout comme celui des avis de non objection au niveau des plans de passation de marchés publics.

A cet effet, il a appelé au renforcement du niveau d'appropriation des projets au niveau des services désignés de l'Etat en cette période de crise, à l'implication des ministères sectoriels, de leurs directeurs ou secrétaires généraux dans la mise en œuvre et suivi des projets, et à la définition d'un plan d'action d'urgence pour accélérer les décaissements pour les quatre derniers mois de l'année fiscale 2017.

Les recommandations formulées par les participants à la 7ème revue du portefeuille ont consisté entre autres à renforcer le système fiscal congolais, opérer la réforme des finances publiques, renforcer le processus fiscal axé sur la performance basée sur les résultats, contribuer à la décentralisation financière, améliorer le climat des affaires pour favoriser la création d'emplois de jeunes, créer des camps d'apprentissage aux métiers pour les jeunes, et poursuivre des efforts de pacification du pays pour susciter l'attractivité de notre pays aux investissements.



Soutien à l'agriculture: la BAD promet 2,4 milliards USD de financement par an

En marge des Assemblées annuelles de la Banque africaine de développement (BAD), le président de la BAD, le Nigérian Akinwumi Adesina, a fait savoir, en mai 2017, que le moment est venu pour les économies africaines de se recentrer sur leur secteur agricole en vue de ne pas rater le rendez-vous imminent de développement. « Si nous ne changeons pas notre façon de voir les choses, dans 20 ans, l'Afrique n'aura plus de secteur agricole », a-t-il prévenu lors de ces réunions consacrées essentiellement à la relance du secteur agricole africain.

La BAD promet d'injecter chaque année 2,4 milliards Usd en attendant que tous les pays du continent lui emboitent le pas.

L'Afrique dépense presque 35 milliards Usd dans les importations des produits agricoles. En 2025, ce chiffre devrait être porté à 110 milliards Usd, prédit la BAD. 5,7 millions de ménages qui ont augmenté leur productivité agricole grâce aux interventions de la Banque en 2016. Dans son plan d'action pour la période 2013 – 2022, la Banque entend promouvoir une croissance solide, partagée et durable en Afrique. Sa stratégie, intitulée « Au cœur de la transformation de l'Afrique » se fixe deux objectifs principaux : « promouvoir la croissance pour tous en Afrique ; et encourager le passage progressif à la croissance verte (résilience au changement climatique, bonne gestion des ressources naturelles, mise sur pied d'infrastructures durables) ».

Projets sur l'agriculture, l'électricité, l'emploi: 204,15 millions USD

Le ministre congolais des Finances, Henri Yav Mulang, et le Représentant Résident de la BAD en RDC, Sylvain Maliko, ont signé le 10 mars 2017 à Kinshasa deux accords préconisant le financement de deux grands projets en RDC à hauteur de 204,15 millions de dollars américains. Concerné par le premier accord, le Projet sur l'entrepreneuriat des jeunes à l'agriculture et agro-business (PEJAB) est financé à hauteur de 60 millions de dollars américains. Il vise la création, par les jeunes diplômés, de 2.000 agro-entreprises, susceptibles de générer 10.000 emplois des jeunes. Ce projet vise concrètement le développement du secteur agricole par l'accroissement de la production des produits vivriers et pérennes, comme l'a reconnu le ministre de tutelle. Par ailleurs, le Projet d'Appui à la Gouvernance et à l'Amélioration du Secteur de l'Electricité (PAGASE) vise la réhabilitation du Groupe 6 d'Inga I, l'extension de la Centrale hydroélectrique de Lungudi, l'acquisition et l'installation d'un système de comptage des postes haute tension et moyenne tension de Kinshasa.





TDB, ACA et ZEP-RE déterminés à booster les entreprises congolaises

Lors des assises co-organisées en mai 2017 par le ministère congolais des Finances et la Fédération des entreprises du Congo (FEC/Chambre de commerce), les représentants de TDB (Banque de commerce et de développement de l'Afrique orientale et australe), d'ACA (Agence pour l'assurance du commerce en Afrique) et de ZEP-RE (Compagnie régionale de Réassurance) ont échangé avec les délégués des entreprises publiques locales, des banques commerciales et des sociétés commerciales privées sur les opportunités de financement et les avantages qu'offrent ces trois institutions du COMESA.

Ces dernières ont manifesté leur intention d'apporter leur expertise aux entreprises congolaises qui le désirent notamment des secteurs tels que les mines, les télécoms, l'agro-business, les transports... et les secteurs privés.

Ne disposant pas encore de bureaux en RDC, la Banque de commerce et de développement de l'Afrique orientale et australe s'attend à être plus présente au pays dans les prochains jours. La ZEP-RE dispose d'un chiffre d'affaires de 130 millions de dollars. ZEP-RE, a un fonds propre de l'ordre de 200 millions de dollars. Ses actifs oscillent autour de 300 millions de dollars.

Institutions de la COMESA, la TDB, l'ACA et ZEP-RE ont pour objectifs de créer des modèles d'affaires rentables pour améliorer l'accès au financement de façon conséquente.

La TDB offre un grand éventail de services et produits financiers aux secteurs publics et privés dans les domaines de l'agriculture, du tourisme, des échanges commerciaux, des in-

frastructures, de la télécommunication et autres. Sa mission est de financer le commerce international et les projets, afin de promouvoir le développement économique et social des pays membres du COMESA et autres pays de la région. Elle opère dans 22 pays ayant un PIB total de plus de 677 milliards USD, et une population totale de 545 millions d'habitants.

Avec un capital social élevé à 856 millions USD en 2016, cette banque compte comme actionnaires 19 Etats (dont la RDC), faisant partie des regroupements régionaux du COMESA, de la SADC et de l'EAC. Elle compte aussi des actionnaires institutionnels régionaux tels que la BAD (Banque africaine de développement), et des actionnaires institutionnels non-régionaux dans la Banque populaire de Chine et la Banque nationale de Biélorussie (Paritetbank).



Banques et Assurance

Libéralisation du secteur des assurances : les premières décisions attendues le 30 juin 2017

Le directeur général de l'Autorité de régulation et de contrôle des assurances (ARCA), Eric Mboma a déclaré, le 4 mars 2017 à Kinshasa, au cours d'une matinée d'échanges organisée avec les opérateurs du secteur des assurances, que les premières décisions prises par l'ARCA pourront intervenir d'ici le 30 juin prochain.

L'organisation de cette activité s'inscrit dans la droite ligne de la mise en œuvre prochaine des activités de l'ARCA. Il y était question d'une rencontre de prise de contact et d'échanges. Les questions et autres préoccupations éventuelles des uns et des autres à propos de la collaboration future entre l'ARCA et les opérateurs des assurances ont été soulevées.

Dans son adresse de circonstance, le président du Conseil d'administration de l'ARCA, Bienvenue Liyota a rappelé qu'en prenant la décision de libéraliser le secteur des assurances dans la lignée des réformes des secteurs économiques et bancaires, le gouvernement vise non seulement l'amélioration du climat des affaires en RDC, mais aussi et surtout l'ouverture d'un secteur porteur d'espoir de croissance économique significative. Il a rassuré les opérateurs des assurances sur

le respect par l'ARCA, du cadre législatif mis en place dans cette réforme des assurances. Pour Bienvenue Liyota, l'ARCA se conformera aux principes de base en matière d'assurances, en tenant compte des normes internationales reconnues.

Selon Eric Mboma, avec l'avènement de l'ARCA, les choses se passeront de manière beaucoup plus professionnel dans le secteur des assurances en République démocratique du Congo.

Selon lui, la culture d'assurances marche de paire avec le professionnalisme dans différents domaines. Visiblement, l'équipe dirigeante de l'ARCA se dit prête à offrir à la nation, des assurances de qualité. Et dans cette optique, l'apport du secteur bancaire est non négligeable. En mettant en place une industrie des assurances de qualité, croit Eric Mboma, la RDC veut voir son système financier congolais émerger.

Pour être agréé comme assureur et opérer en RDC, a-t-il ajouté, il faut être une société anonyme avec un capital de 10 millions USD et ayant son siège social en RDC, se conformer à la législation congolaise et obtenir un agrément pour la vente de produits d'assurance vie et non-vie.

La TMB et la SCPT signent un contrat de partenariat sur le mobile banking

La Société Congolaise des Postes et Télécommunications (SCPT) et la Trust Merchant Bank (TMB) ont signé le 03 mai 2017 un contrat de partenariat relatif à l'ouverture de guichets PEPELE MOBILE, un service de la TMB dans les installations de la SCTP sur l'ensemble du pays.

Selon le Directeur Général de la SCPT, la TMB devrait dans un premier temps procéder à la réhabilitation d'une soixantaine de bureaux sur plus de 350 existants.



Pour Patrick Umba, son entreprise s'est engagée depuis quelques temps dans une dynamique de changement et de modernisation de ses services auprès de sa clientèle. Cela se traduit, selon lui, par la réhabilitation de son patrimoine immobilier en passant par le déploiement de la fibre optique. Le DG Umba invite les deux entreprises à capitaliser ce partenariat. Pour sa part, Olivier MEISENBERG Directeur général de la TMB estime que cette collaboration permettra à son entreprise de faire bénéficier à certains congolais des services dont ils n'ont pas accès.

PEPELE MOBILE, est un produit exclusif de la TMB qui permet à toute personne possédant tout type de téléphone portable de bénéficier de divers services financiers quel que soit l'opérateur de réseau mobile utilisé en RDC. Ce service a été lancé sur le marché congolais au mois de mai 2015.

Tourisme

Appel du Ministre du Tourisme à plus de conscience pour la relance du secteur en RDC

Plusieurs recommandations ont été retenues à l'issue de l'atelier organisé du 9 au 10 mars 2017 à Kinshasa, sur la vulgarisation des actes portant mobilisation des recettes du tourisme et formation des formateurs. A la clôture des travaux les participants à ces assises ont recommandé l'élaboration et la production d'un recueil des lois et textes réglementaires sur le tourisme. Ils ont également recommandé la poursuite des travaux de renforcement des capacités et leur extension en provinces et à des branches comme l'homologation et le marketing.



La poursuite et la finalisation des pourparlers sur le recours gracieux de la Fédération des entreprises du Congo (FEC/HORECA), l'harmonisation et la planification des missions de contrôle et d'inspection pour éviter les tracasseries administratives auprès des opérateurs, l'annulation de la perception du petit permis de tourisme dans les hôtels font également partie de ces recommandations.

Cet atelier, qui a regroupé 110 participants venus du secrétariat général au Tourisme, des entreprises sous tutelle, du cabinet du ministre et des assujettis, a visé d'une manière générale le renforcement des capacités du personnel des administrations nationales du tourisme sur l'arsenal juridique régissant la mobilisation des recettes touristiques et celles de civismes fiscaux des opérateurs d'une part, à produire des formateurs aptes à vulgariser lesdits textes et d'améliorer les relations professionnelles avec les assujettis.

Les textes légaux et réglementaires organisant la mobilisation des recettes touristiques ainsi que le guide et l'outil du formateur, ont été également exploités à cette occasion.

Kinshasa: plus de 2000 perroquets gris relâchés dans leur milieu naturel

Le directeur général de l'Institut congolais pour la conservation de la nature (ICNN), Cosma Wilungula a annoncé, le 17 février 2017 à Kinshasa, que la RDC a dépassé la barre de 2 000 perroquets gris en captivité relâchés dans leur milieu naturel. Plus de 100 perroquets gris ont été relâchés vendredi à la réserve et au domaine de chasse de Bombo Lumene au plateau de Bateke dans la périphérie Est de Kinshasa.



Cette opération, organisée par le ministre de l'Environnement et du Développement durable en collaboration avec l'ICNN, s'inscrit dans le cadre l'application de la Convention sur le commerce international des espèces de faune

et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES) ratifiée par la RDC.

Cette convention a listé les perroquets gris comme espèces protégées au même titre que les éléphants.

A ce titre, ces oiseaux ne peuvent plus faire l'objet d'exploitation ou de commerce, a expliqué Cosma Wilungula. Il est, par ailleurs, interdit de capturer, transporter et exporter ces animaux. La mise en liberté de ces oiseaux récupérés chez des particuliers dans toutes les provinces de la RDC vise également à améliorer leur protection et leur conservation, a soutenu le directeur général de l'ICNN.

La compagnie d'aviation Ethiopian Airlines en RDC sollicite la collaboration du Ministère du Tourisme

L'ex ministre du tourisme, André Moke Sanza, a reçu début mars 2017 dans son cabinet de travail, Elias Teshome, représentant d'Ethiopian Airlines en RDC, venu solliciter la collaboration du ministère ainsi que les renseignements utiles sur les attraits touristiques de la RDC. M. Teshome considère que le secteur du transport aérien est un segment très important pour le développement du tourisme entre les deux pays. Il a soumis au ministre les préoccupations du secteur aérien, notamment l'exploitation de différentes lignes, de même que

le prix du billet. En réponse à ces préoccupations, le ministre a rassuré son interlocuteur de son engagement à offrir toute sa collaboration à la société éthiopienne en le promettant d'examiner les autres questions transversales. L'autre audience a été accordée au père Léon de Saint Moulin à propos du projet d'élaboration d'une nouvelle cartographie des sites touristiques sur l'ensemble du territoire national. Léon de Saint Moulin est un ancien dans l'élaboration des études anthropologiques, historiques et géographiques de la RDC.

Les pistes de relance de secteur touristique

Les pistes de relance du secteur touristique La RD Congo est un scandale touristique. Mais son industrie touristique est loin de tourner à plein régime. Le Grand Congo compte 964 sites touristiques répertoriés sur l'ensemble du territoire national, dont 585 sites naturels, 108 historiques, 195 socioculturels et 76 industriels. Sur ces 964 sites, 400 n'ont plus de voies d'accès et d'autres se trouvent dans des contrées insécurisées.

Au terme du premier trimestre 2015, la RDC a enregistré 77 575 visites des touristes venus contempler les espèces endémiques, notamment les gorilles de montagne et les bonobos sur le parc de Virunga. Ces visites ont rapporté au trésor public 324 100 000 francs congolais, soit 3,5% des assignations. Sous le mandat d'Elvis Mutiri Wa Bashara à la tête de ce ministère, la RDC a été engagée dans un programme devant aboutir à la relance de l'industrie touris-



tique et à réhabilitation des sites touristiques. Ce programme prévoyait également l'adoption d'un Plan multi-annuel 2017-2025 devant être financé à hauteur de 10 milliards USD dont les sources proviendraient du Gouvernement, de la mobilisation des ressources internationales à travers l'OMT (bailleurs traditionnels) et des investisseurs étrangers en Partenariat Public – Privé. Concrètement, si ce montant est mobilisé et investi dans ce secteur dans les 3 ans, cela pourrait générer 75 milliards USD dans les 10 prochaines années. Il y a lieu de consolider ces acquis qui se présentent en opportunités

pour redonner à ce pays sa vocation de puissance touristique en Afrique. La loi sur le développement du Tourisme qui prévoit le financement nécessaire à travers le Fond pour la Promotion du Tourisme (FPT), a déjà été adoptée à la Chambre basse du Parlement, elle attend d'être examinée en seconde lecture au Sénat au cours de cette session avant d'être promulguée par le Chef de l'Etat.

Un nouveau complexe hôtelier et commercial s'ouvre à Kinshasa

Le Complexe hôtelier et commercial «Kin Plaza» a ouvert ses portes, le 17 février 2017 à Kinshasa. Cet investissement de 75 millions de dollars américains est le fruit d'un partenariat entre les groupes Ashour et Rotana. Bâti sur une superficie de 23 000 m², le complexe Kin Plaza compte 101 chambres équipées aux normes internationales, des restaurants, des bars, centres de fitness et d'affaires, des distributeurs automatiques de billets de banque, des services bancaires, des salles de conférences, une aire de jeu et plusieurs magasins.

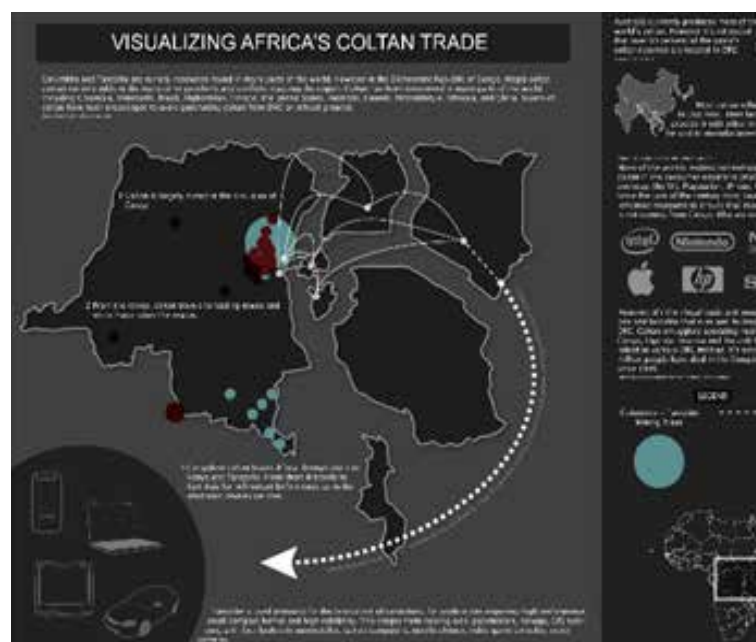
Mines

Coltan - Wolframite

Production du coltan en RDC

Les dernières statistiques de la Banque Centrale du Congo indiquent que la RDC a produit plus de 2.414 tonnes de coltan en 2016. C'est le record de tous les temps, en fait, depuis que le colombo-tantalite (coltan) est repris dans la chaîne de la production minière de la RD Congo, en 2005. Cependant, la BCC ne fournit aucun chiffre sur les recettes.

Le ministère des Finances, qui est dans l'obligation de publier trimestriellement le volume de production ainsi que les recettes des industries extractives, est en retard de publication depuis 2014 sur les statistiques minières. Aucune recette se rapportant au coltan n'a été officiellement rendue publique depuis 2005 par le ministère des Finances.



Et par ailleurs, la Banque Centrale qui tient pour source le ministère des Mines et le CEEC, avance les chiffres de la production annuelle des dix prochaines années qui ne correspondent pas toujours avec ceux du ministère des Finances. Il y a par exemple un écart de près de 200 T. sur la production de 2013 entre les deux sources.

Au cours de la même année, c'est-à-dire en 2013, d'après les chiffres de la Banque nationale du Rwanda (BNR), les recettes du coltan s'élevaient à 134,5 milliards de dollars, avec 2.466.025 kg de tantalite exporté, soit 28% de la production mondiale.

A la suite d'une question orale avec débat sur les recettes minières au Sénat en 2015, le ministre des Mines, Martin Kabwelulu, et son collègue des Finances, Yav Mulang, se sont contredits au point que les « sages de la Chambre haute » ont exprimé de sérieux doutes sur la cohésion au sein du gouvernement. Certes, la RD Congo a instauré un certificat CIRGL pour la certification des minerais.

Mais, dans la pratique, tout se passe comme au marché noir. Le Secrétariat exécutif de l'ITIE peine à collaborer avec l'administration dans l'arrière-pays. Il y a peu, une mission de l'ITIE-RDC a été éconduite manu militari du Kongo central.

Le Nord-Kivu exporte 100 tonnes de coltan le mois, selon Anselme KATAKYA

Le ministre provincial des Mines du Nord Kivu, Anselme Katakya a indiqué, le 29 avril, au cours d'une conférence de presse, tenue à Goma, le recensement des acteurs impliqués dans la gouvernance des ressources minières dans cette partie de la RDC ainsi que les défis et perspectives en vue d'améliorer l'activité minière.

Parmi ces défis, il a cité le manque d'usine de raffinage, l'exploitation artisanale ne permettant pas de maîtriser les exportations et le prix de ventes des matières premières imposés par les acheteurs étrangers.

Pour relever ces défis, le ministre provincial Katakya préconise la construction de routes desservant les sites miniers, la pacification et le renforcement de la sécurité de la Province et spécialement des sites miniers, le regroupement des creuseurs miniers en coopératives, la révisitation du code minier, la mise en place d'un plan de recherches géologiques, la construction de raffineries minières. Il a par ailleurs déclaré que sa province exporte en moyenne cent tonnes de coltan le mois.

Pour Anselme Katakya, cette production des ressources minérales est faible suite à une production artisanale et une commercialisation sans valeur ajoutée.

Il a également déploré le manque de financements, le prix imposé de l'extérieur, la fraude et l'absence d'unité de raffinage mais surtout la conflictualité autour des sites minière de la province.

Le ministre provincial des Mines du Nord-Kivu reconnaît que sa province maîtrise actuellement ses statistiques en production minière depuis la loi Dodd-Frank.

Cette législation adoptée sous la présidence Obama vise à contrôler l'approvisionnement des entreprises américaines en minerais issus de zones de conflit.

Le Nord-Kivu détient plusieurs ressources dont le coltan, la cassitérite, le pyrochlore, le wolframite, l'or et bien d'autres matières précieuses.



La RDC est le premier producteur africain d'étain et le 9ème au rang mondial en 2016

Selon le dernier rapport de la Banque mondiale sur les perspectives du marché des matières premières, le top 3 des plus grands producteurs d'étain du continent africain, en 2016, est constitué de la RD Congo (9e mondial), du Nigéria (11e) et du Rwanda (12e).

La surprise de ce classement est le Nigéria qui ravit au Rwanda sa place de 2e producteur du continent. Le rapport indique que le pays ouest-africain, a produit 3.800 tonnes d'étain, en 2016, contre 2.600 tonnes pour le Rwanda, la RD Congo étant en tête avec 4.100 tonnes.

En ce qui concerne la production d'étain raffiné, le Nigéria est le seul pays africain figurant dans le classement avec 600 tonnes produites, en 2016. Si le prix de l'étain a chuté en début d'année (19 446 \$/T en février 2017 contre 21 204 \$/T

en décembre 2016), l'Etat nigérian guettera sans doute une potentielle reprise (le cours s'étant stabilisé à 19 910 \$/T en avril), alors qu'il cherche à diversifier son économie très dépendante du pétrole.

Il faut rappeler, qu'en avril 2017, le pays a obtenu 150 millions \$ de la part de la Banque mondiale pour financer son secteur minier.

De son côté, le Rwanda qui veut tirer 400 millions \$ de son secteur minier, d'ici 2018, devra également compter sur une reprise du cours de l'étain. En effet la cassitérite (principal minerai d'étain) fait partie de ses plus grandes sources de revenus d'exportation aux côtés du wolfram et du coltan.

Diamant

Reprise des travaux d'exploitation du diamant dans la digue de Tubondo

Les travaux d'exploitation artisanal de diamant dans la digue de Tubondo, une localité du groupement de Bakwa Nsumpi, secteur de Mukumbi en territoire de Lupatapata situé à 70 km au nord-est de Mbuji-Mayi, ont repris au terme d'un arrêté provincial pris par le ministre des mines, énergie et ressources hydrauliques du Kasai Oriental.

Selon l'esprit du document, la reprise des travaux d'exploitation de cette digue est consécutive à une enquête effectuée par une commission ad hoc du ministère et de la division provinciaux des mines et géologie.

Les travaux d'exploitation artisanale de cette digue érigée au bord de la rivière Sankuru, ont été suspendus le 27 février 2017 par le ministre Robert Kabeya Kankenza, dans le but de préserver la paix sociale, suite à un conflit entre le détenteur du titre minier et les autochtones de cette partie de la province.



Visite d'une mine de diamant à Tshikapa

Or

Le Canada dote l'Est de la RDC d'une première chaîne d'approvisionnement d'or artisanal responsable

La directrice générale de Partenariat Afrique-Canada (PAC), Joanne Lebert a annoncé, le 17 mai 2017 à Kinshasa, que le projet « Or juste » de son organisation, a mis en place avec succès un système de traçabilité pour l'or artisanal légal et libre de conflit dans l'Est de la RDC.

Ce projet vise à inciter les mineurs du secteur aurifère artisanal à acheminer leur produit auprès des exportateurs légitimes et des consommateurs responsables. Il vise également à leur offrir des prix justes et transparents et en à renforcer leurs capacités, par une assistance technique, en échange de ventes légales.

Selon elle, le gouvernement de la RDC a reconnu que la directrice du PAC, fait de grands efforts pour se conformer aux normes régionales en démontrant comment la mise en œuvre du Guide sur le devoir de diligence pour des chaînes d'approvisionnement responsables peut favoriser des améliorations progressives dans le secteur, en aidant les hommes et les femmes qui extraient de l'or artisanal à pénétrer les marchés internationaux.

Le projet « Or juste » a commencé comme un projet pilote dans la province de l'Ituri en 2015, a rappelé Mme Lebert.

Aujourd'hui, a-t-elle dit, ce projet marque un jalon après avoir prouvé qu'il était possible de

mettre en place une chaîne d'approvisionnement responsable allant du site minier jusqu'à l'exportateur.

Pour sa part, le directeur de cabinet adjoint du ministre des Mines, Joseph Ikoli a rappelé qu'en septembre 2016, PAC a signé un protocole d'entente avec le ministre Martin Kabwelulu.

Ce document détermine la nature du soutien du gouvernement aux activités du PAC qui vise à renforcer la gouvernance des ressources naturelles. Le Partenariat Afrique-Canada soutient techniquement le ministère des Mines depuis 2011.

Les activités actuelles du PAC en RDC, a-t-il dit, sont entre autres, le projet pilote « Or juste », le renforcement des capacités pour la mise en œuvre du mécanisme régional de certifications (MRC) de la conférence internationale sur la région des Grands Lacs (CIRGL) et le soutien à la société civile pour le suivi et la production de rapports relatifs à l'intégrité de la chaîne d'approvisionnement.

L'objectif de ce partenariat, a-t-il dit, est de formaliser le secteur minier en RDC pour un commerce responsable des minerais propres et l'amélioration de la crédibilité internationale des opérations de traçabilités de l'or.

BanroCorp a réalisé 228 millions \$ de recettes en 2016

BanroCorp a réalisé des recettes de l'ordre 228 millions de dollars américains en 2016. Selon le bilan financier annuel rendu public début avril 2017, ces recettes consacrent une hausse de 46% par rapport à celles de 2015. Il ressort que le bénéfice brut d'exploitation était de 223 millions américains et le bénéfice avant intérêt, impôt, dépréciation amortissement (EBITDA) était de 62 millions de dollars.

Sur le plan opérationnel, la société a produit en 2016, un total de 197.691 onces d'or dont 104.438 onces pour la mine de Twangiza et 93.253 onces pour la mine de Namoya.



Visite à la mine de Twangiza, du groupe Banro

L'entreprise Banro a vendu au cours de l'année passée 191.966 once d'or (oz) à une moyenne de prix de 1.190 USD/oz. Avec l'appui de ses partenaires, la société espère améliorer les performances des deux mines précitées.

Banro corporation entend détenir à long terme sur la ceinture aurifère du Sud-Kivu et de Maniema, quatre mines en production qui viennent s'ajouter aux mines de Twangiza et Namoya. Deux autres mines sont identifiées à Lugushwa et Kamitunga.

Banro Corporation suspend ses opérations minières après une nouvelle attaque de ses installations

La compagnie aurifère canadienne Banro a annoncé le 19 mai 2017 la suspension de l'activité dans une de ses deux mines congolaises après une nouvelle attaque contre ses installations.

Banro indique dans un communiqué que le drame s'est produit dans sa mine de Namoya, au Maniema, province de l'Est de la République démocratique du Congo, sans dire quand exactement.

Ces attaques ont fait au moins trois morts (un agresseur, un policier et un militaire congolais), ajoute l'entreprise, précisant qu'aucun de ses employés n'a été blessé.

Début mars, le Quai d'Orsay avait indiqué qu'un Français faisait partie d'un groupe de cinq employés de Banro enlevés par des hommes armés non identifiés à Namoya.

BanroCorp, est une entreprise minière à capitaux canadiens de Twangiza et Namoya se trouvant dans la ceinture aurifère qui s'étend du Sud Kivu au Maniema.

La mine de Twangiza dans la province du Sud-Kivu a produit 23 115 onces d'or en 2017, soit une baisse de 13% par rapport aux 26 638 onces du premier trimestre 2016 et de 12% par rapport aux 26 395 onces du trimestre précédent.

Par la suite, c'est la mine de Twangiza qui avait fait l'objet d'une tentative d'intrusion similaire ayant fait quatre morts, selon Banro.

Ces incidents à répétition illustrent la dégradation de la situation dans l'est de la RDC (région gangrenée par la violence de milices ou de bandes criminelles depuis plus de vingt ans) alors que le pays traverse une grave crise économique, doublée d'une crise politique profonde liée au maintien au pouvoir du président Joseph Kabila, dont le mandat s'est achevé en décembre.

La mine de Twangiza est entrée en production en 2012, et celle de Namoya en 2016. Banro, qui dit avoir produit plus de 5,6 tonnes d'or en RDC en 2016, poursuit ses activités d'explorations dans deux autres concessions de l'est du pays.

Transparency s'interroge sur une raffinerie d'or ougandaise

Transparency International s'est interrogée en février 2017 sur l'origine de l'or qui alimente la première raffinerie ougandaise inaugurée peu avant, craignant qu'au moins une partie provienne de l'est de la République démocratique du Congo (RDC), où des milices rebelles se financent par la vente du métal précieux. Il y a de très grandes chances qu'une raffinerie basée en Ouganda contribue massivement à alimenter le conflit, a déclaré à l'AFP Peter Wandera, directeur de la branche ougandaise de l'ONG. Située à Entebbe, à quelques encablures du plus grand aéroport du pays, la raffinerie de la société belge African Gold Refinery (AGR), fonctionne depuis 2014, mais elle n'a été officiellement inaugurée qu'en février 2017.

Elle raffine actuellement environ 250 kilos d'or par semaine, une capacité qu'elle est en mesure de doubler si besoin en est. Selon le gouvernement, il s'agit de «la première raffinerie à haute capacité en Afrique sud-saharienne».

Si l'or (surtout brut) est, après le café, le deuxième produit d'exportation de l'Ouganda (204 millions de dollars/193 millions d'euros sur le dernier exercice budgétaire) le pays en extrait bien moins qu'il n'en exporte.

Au moins une partie de l'or qui transite par l'Ouganda, légalement ou pas, provient de l'est de la RDC ou du Soudan du Sud, deux zones en guerre. L'Ouganda est censé contrôler l'origine de l'or, mais sa réglementation est lacunaire et mal appliquée et «malheureusement de l'or

entre encore en contrebande depuis l'est de la RDC vers l'Ouganda, jusqu'aux marchés étrangers», regrette Peter Wandera. L'est de la RDC est le théâtre de violences depuis plus de vingt ans entre des dizaines de groupes armés nationaux et étrangers qui s'affrontent pour des raisons ethniques, foncières et pour le contrôle de zones riches en minerais.

Cuivre

La Gécamines a reçu 100 millions USD pour cessation de conflits dans l'affaire Tenke Fungurume

La compagnie congolaise Gécamines a reçu, rapporte Bloomberg, un paiement de 100 millions \$ pour abandonner ses objections à la vente combinée de 80% de participation dans la mine de cuivre Tenke Fungurume, en RDC, à China Molybdenum et BHR Partners. Les termes de l'accord de parties n'ont pas été rendus publics.

En plus du paiement en espèces de 100 millions \$, la Gécamines recevra de la part de Tenke Fungurume Mining (compagnie opérant sur le projet), un prêt de 30 millions \$, une fois que l'action intentée devant la cour locale aura été annulée. Le paiement aurait été effectué en janvier 2017.

Freeport McMoran a reconnu fin janvier 2017 avoir payé 33 millions \$ à la Gécamines pour que la société congolaise abandonne ses objections à la vente de sa participation de

56% dans le projet à China Molybdenum. Si Lundin a déclaré qu'elle donnera des détails de l'accord après la finalisation de sa transaction avec BHR Partners, la Gécamines de son côté a refusé de commenter l'information.

Toutefois, si l'information était confirmée, ce serait une bonne affaire pour la compagnie congolaise qui a déclaré en juin 2017 être endettée de 1,58 milliard \$. Autre indicateur de la mauvaise passe qu'elle traverse, sa production de cuivre a chuté de 15% l'année dernière, à 14 260 tonnes.

Le projet Tenke Fungurume porte sur un des plus grands gisements de cuivre et de cobalt au monde, dans des concessions contiguës couvrant plus de 1 500km² au Katanga.

Glencore rachète les parts de Fleurette dans le cuivre et le cobalt pour un demi-milliard de dollars

Le géant suisse des mines et du négoce et le groupe Fleurette, que contrôle l'homme d'affaires israélien Dan Gertler, ont annoncé le 13 février 2017 avoir trouvé un accord pour la cession des participations de Fleurette dans deux filiales minières détenues par Glencore en RDC.

Fleurette revend sa participation dans Mutanda Mining, filiale du géant suisse Glencore à 69%, et qui produit du cuivre dans le sud de la RDC. Glencore rachète cette participation de 31% pour 922 millions de dollars.

Sont également repris les 11,05% détenus par Fleurette dans Katanga Limited – autre filiale de Glencore à 75% active au sud de la RDC dans le cuivre et le cobalt – pour 38 millions de dollars. L'ensemble du transfert de propriété est in fine fixé à 534 millions de dollars.

Ils seront payés par Glencore à Fleurette après prise en compte des prêts encore en cours, dont était débiteur le groupe de l'Israélien Dan Gertler. Au terme de l'opération, Glencore est propriétaire à 100% de Mutanda et à 86,33% de Katanga Limited.

La production du cuivre a augmenté de 25% au premier trimestre 2016

La Banque centrale du Congo a rapporté qu'entre janvier et mars 2017, la RD Congo a produit 274 316 tonnes de cuivre, en hausse de 25% par rapport aux 219 009 tonnes produites au premier trimestre 2016.

A la même période, l'année dernière, la production chutait de 20% suite à la faiblesse des prix du métal. La RDC commence ainsi bien l'année 2017, après avoir enregistré en 2016 une baisse de 995 805 tonnes à 986 582 tonnes de sa production de cuivre.

Le pays espère atteindre en 2018, la barre des 1,5 million de tonnes, grâce à la reprise prévue des opérations au projet Katanga détenu par la filiale du géant suisse Glencore, Katanga Mining.

Le pays est le premier producteur de cuivre en Afrique.

Les secteurs minier et pétrolier représentent environ 95% de ses recettes d'exportation.

La RDCongo veut produire 1,5 millions de tonnes de cuivre en 2018

Le président de la Chambre des Mines, Simon Tuma-Waku, a déclaré début février 2017 lors de la conférence sur l'investissement dans le secteur minier africain Indaba, qui s'est tenue à Cape Town, en Afrique du Sud, que la RDC prévoit de produire environ 1,5 million de tonnes de cuivre en 2018. Il a expliqué que, pour atteindre cet objectif, le pays compte sur la reprise prévue en 2018 des opérations au projet Katanga, détenu par la filiale du géant suisse Glencore, Katanga Mining. Les dites opérations ont, rappelés-le, été suspendues en septembre 2015.

En 2016, la production de cuivre de la RD Congo, du fait de la baisse des prix du métal, est passée de 995 805 tonnes à 986 582 tonnes.



Cathodes de cuivre – Ruashi Mining

Règlementation du secteur minier

Le gouvernement veut réintroduire la réforme du code minier

Le ministre des Mines Martin Kabwelulu a indiqué l'agence Reuters, le 19 mai 2017 qu'après deux ans d'atermoiements, le gouvernement de la RDC envisage finalement de réintroduire la réforme du code minier.

Il prépare une nouvelle loi de réforme du code minier.

En mars 2015, un projet de loi de révision du code minier, qui prévoyait, une augmentation des taxes et des redevances pour les compagnies minières, avait été approuvé par les législateurs.

Mais face à l'opposition forte de l'industrie minière et à la chute des cours des métaux, le gouvernement avait annoncé avoir abandonné

la réforme, avant de revenir sur ses déclarations, en expliquant que le projet était simplement reporté.

Le pays craignait alors que la réforme ne nuise aux investissements.

La proposition de loi prévoyait une augmentation des taxes sur les bénéfices, qui devaient passer de 30 à 35%, une augmentation de la participation attribuée gratuitement au gouvernement sur les projets miniers, qui devait doubler, de 5 à 10%, et l'augmentation des redevances sur le cuivre et le cobalt, de 2 à 3,5%.

La réforme proposait aussi un renforcement des obligations d'emploi local et de transformation sur place. Plus gros producteur mondial de cuivre, la RDC détient aussi les plus larges réserves mondiales de cobalt, un métal utilisé dans la fabrication des batteries.

«Minerais de sang»: un premier pas vers son exclusion du marché européen

Les eurodéputés ont voté, en mars 2017, un règlement visant à exclure du marché européen les minerais issus des zones de conflit.

Le texte, moins ambitieux que le projet initial du Parlement, a pour objectif de faire cesser les violations des droits humains engendrées par ce commerce.

Cette réglementation sur les «minerais de sang», qui entrera en vigueur en janvier 2021, sera contraignante pour les entreprises importatrices de l'UE qui se trouvent au début de la chaîne de production, y compris les fonderies et les raffineries.

Elles devront s'assurer et garantir qu'il n'y a pas de lien entre leur chaîne d'approvisionnement et les conflits armés, selon ce texte négocié depuis trois ans entre la Commission, les Etats membres et le Parlement, sous une forte pression des lobbies industriels.

La législation adoptée - par 558 voix pour, 17 contre et 45 abstentions - ne vise pas de région en particulier, mais bien toutes celles où les droits humains ne sont pas respectés.

Elle contraindra à partir de 2021 certains importateurs européens (fonderies, raffineries et autres entreprises important des minerais bruts) à mener des contrôles quant à la provenance de leurs minerais, en évaluant la «diligence raisonnable» de leurs fournisseurs.

En d'autres termes, ils devront s'assurer que leurs approvisionnements sont extraits dans des conditions respectueuses des droits humains.

En aval de la chaîne d'approvisionnement, les industriels ne seront en effet soumis à aucune obligation en matière de contrôle, mais pourront décider d'agir sur base volontaire.

L'Union européenne se réserve toutefois le droit d'édicter des règles contraignantes pour ces derniers au cas où leurs initiatives se révéleraient insuffisantes après deux ans.

Minerais de sang: la «loi d'Obama» à l'épreuve de la réalité congolaise

Les mineurs artisanaux du Sud Kivu, se plaignent des mesures internationales de régulation sur les «minerais du sang» qui rognent leurs maigres salaires.

Ils indiquent que la législation adoptée en juillet 2010 par le Congrès américain rend de plus en plus difficile la vente de minerais. «Depuis qu'ils ont adopté cette loi, plus rien ne marche ici».

Baptisée par les mineurs «loi d'Obama», le texte a été introduit sous l'impulsion de l'ancien président américain.

La section 1502 de la loi Dodd-Frank oblige les entreprises minières cotées aux Etats-Unis à signaler l'extraction de tous les «minerais du sang» - coltan, cassitérite, tungstène et or - aux autorités de régulation.

Ces lois visent à empêcher l'utilisation des revenus de leur vente pour financer les conflits entre l'armée congolaise et les groupes armés dans cette région déchirée par la guerre depuis plusieurs décennies.

La loi oblige l'industrie minière à adopter un schéma de traçabilité, créé par l'entreprise anglaise ITRI, qui requiert que les minerais soient vendus selon un système d'«étiquetage». Si les prix à la vente ont chuté, la sécurité autour des mines semble, elle, avoir augmenté.

L'administration Trump juge cette réglementation trop coûteuse pour les entreprises américaines. Pour sa part, la CIRGL s'est dite préoccupée par le fait que cela pourrait contribuer en fin de compte à une prolifération généralisée de groupes terroristes, de blanchisseries transfrontalières et de flux financiers illicites dans la région.

La RDC lance les études d'exploration et de certification de ses ressources minières

Le ministre des Mines, Martin Kabwelulu, a signé, le vendredi 17 février 2017 à l'Hôtel du gouvernement, à Kinshasa, avec la firme sud-africaine X-Calibur, un protocole d'accord portant sur les études géophysiques aéroportées en vue de l'exploration et de la certification des ressources minières de la RDC.

La firme X-Calibur a été représentée à cette cérémonie par ses deux directeurs, Simon Boch et Blanco Graca Andres.

Le 21 avril 2017, le président américain, Donald Trump, a ordonné une révision de la loi Dodd-Frank.

Le gouvernement de la RDC met l'administration américaine en garde contre les effets qu'auraient une suspension de la législation sur les minerais de sang, une disposition de la loi Dodd-Frank.

Cette législation adoptée sous la présidence Obama vise à contrôler l'approvisionnement des entreprises américaines en minerais issus de zones de conflit. La suspension de l'article 1502 de la loi Dodd-Frank «à long terme mettra en péril la stabilité et la sécurité de la RDC» en encourageant une «escalade des activités des groupes armés», a écrit le ministre congolais des Mines, Martin Kabwelulu, dans une lettre dont s'est procurée l'agence Bloomberg.

La correspondance, datée du 13 mars 2017, est adressée à la Securities and Exchange Commission, l'organisme fédéral américain de réglementation et de contrôle des marchés financiers.

Selon France 24, Donald Trump, qui entend recentrer les dépenses des sociétés américaines dans le seul intérêt des États-Unis, s'inquiète surtout des frais qu'impose la mesure de transparence sur l'approvisionnement pour les entreprises.

C'est une première pour la RDC, qui n'a jamais procédé à de telles études depuis son accession à l'indépendance. Le ministre des Mines attend les premiers résultats de cet accord dans six mois.

« Ce projet va aider à mieux définir et quantifier les ressources connues. Il va permettre de créer une base de données qui attirera les investisseurs en RDC », a dit en substance le représentant de X-Calibur, Blanco Graca Andres.

Et d'ajouter : « Le projet est probablement le plus important programme de cartographie en Afrique et va positionner la RDC en 1ère position en ce qui concerne les ressources naturelles ». Les études d'exploration ne vont pas se limiter aux provinces minières de la RDC. Les pourparlers avec le partenaire sud-africain sur ce projet ont duré deux ans avant de se conclure. Le temps nécessaire pour cerner le

sérieux de la firme qui va procéder à ces études. En disposant de données actualisées sur ses ressources minières, la RDC aura ainsi un outil nécessaire pour négocier avec les investisseurs intéressés. X-Calibur est le plus grand fournisseur de service géophysique aéroporté. Cette firme a déjà fait l'exploration en RDC, en Angola et au Botswana. X-Calibur a déjà travaillé dans plus de 30 pays dans le monde.

Energies

Hydroélectricité

La SNEL signe un contrat de \$30 millions pour la modernisation du réseau Inga-Shaba

La Société nationale d'électricité (SNEL) a signé un contrat d'une commande évaluée à 30 millions USD pour la modernisation partielle du réseau haute tension entre Inga et Kolwezi avec l'entreprise ABB, une société d'ingénierie spécialisée dans les technologies de l'énergie et l'automatisation.

Selon le communiqué publié par le conglomérat helvético-suédois en mai 2017, ce contrat s'inscrit dans le cadre du projet de Fiabilisation, Réhabilitation et Renforcement des Infrastructures SNEL de Production et de Transport (Fript) qui comprend notamment la réhabilitation d'infrastructures des barrages de Nzilo et Inga 2 et le renforcement du transport en courant continu et alternatif permettant d'assurer le transit d'une puissance de 1.000 MW sur les 1.700 kilo-

mètres entre le Kongo-Central (Inga) et l'ex-Katanga pour l'alimentation en électricité des compagnies minières de cette province cuprifères.

Le projet est financé par Glencore, la firme anglo-suisse de négoce, courtage et d'extraction de matières premières, installée notamment dans la nouvelle province du Lualaba avec KamotoKopperCompany (KCC) à Kolwezi et Mutanda Mining près de Lualaba, et dirigé par la filiale Congo Energy du groupe industriel Forrest International.

Le réseau alimente notamment la région minière de Katanga, au sud-est du pays. Les équipements fournis par ABB doivent permettre de quasiment doubler la capacité de transport de courant, à 1000 MW.

Gaz méthane

Exploitation sécurisée du gaz méthane du lac Kivu : 8 millions d'euros

La RDC et le Rwanda ont signé le 10 mars 2017 à Gisenyi un projet pour mener des recherches communes sur l'exploitation sécurisée du gaz méthane du lac Kivu.

Le projet est financé par le gouvernement hollandais à hauteur de 8 million d'euros pour une durée d'exécution de deux ans.

La RDC est en retard par rapport au Rwanda sur l'exploitation du gaz du lac Kivu. Selon



Exploitation gaz méthane Lac Kivu

KatchoKarume, directeur général de l'Observatoire volcanologique de Goma, « le gouvernement congolais doit lancer un appel d'offre pour voir s'il y a des entreprises qui viendront pour monter des plateformes d'exploitation du gaz méthane ». Le Rwanda produit déjà de l'électricité en transformant le gaz méthane, pompé à partir d'une plateforme que le pays a installé sur le lac Kivu, à 13 km de sa rive.

Réception de la station pilote de dégazage du golfe de Kabuno sur le lac Kivu

Le ministre des Hydrocarbures, Aimé Ngoie-Mukena a réceptionné début mars 2017 à bord du bateau Emmanuel, la station pilote de dégazage du golfe de Kabuno, sur le lac Kivu, des mains du responsable de l'entreprise Limnological engineering dans la perspective de rayer le Lac Kivu sur la liste de « lacs tueurs » au monde.

A en croire le responsable de l'entreprise Limnological engineering, M. Michel, sa firme a déjà fait ses preuves au Cameroun au niveau des lacs Monoun et Nyos.

Le golfe de Kabuno est situé au Nord-ouest du Lac Kivu, dans les eaux territoriales de la province du Sud-Kivu avec des eaux possédant des caractéristiques physicochimiques distinctes de celles du reste de ce lac partagé entre le Nord, le Sud-Kivu et la République du Rwanda.

La teneur en gaz carbonique ou dioxyde de carbone (CO₂) dissous dont la concentration est proche de la saturation à partir de 12 mètres de profondeur pourrait être à la base d'un problème environnemental et sécuritaire dans la région environnante du golfe notamment à Sake du côté du Nord-Kivu et Minova dans le Sud-Kivu.

Hydrocarbures

Fin des études sismiques de Total au niveau du bloc 3 du Graben Albertine

Les résultats finaux sur les études sismiques menées par Total/RDC au niveau du bloc3 du Graben Albertine seront publiées en juillet 2017.

Un agenda sur les prochaines opérations à mener sera annoncé au cas où les résultats sismiques s'avéraient concluants soulignant par ailleurs que les résultats intermédiaires avaient été déjà présentés au ministre des Hydrocarbures récemment en Afrique du sud. En attendant la publication de ces résultats finaux en juillet, Total/RDC va s'atteler à faire

Une explosion possible du gaz carbonique pourrait entraîner la mort par asphyxie de la population estimée à plus de deux millions d'âmes ainsi que des dégâts très importants sur la biodiversité à l'instar des lacs Monoun et Nyios au Cameroun qui avaient fait respectivement 37 victimes en 1984 et 1746 victimes en 1986.

La concentration du gaz carbonique, qui devrait diminuer avec le dégazage, dans l'eau du golfe de Kabuno est 1,5 litre de CO₂ dans un litre.

Avec le dégazage, le Gouvernement vise la réduction d'explosion gazeuse en éliminant progressivement et de manière inoffensive les gaz dissous dans les eaux du Golfe de Kabuno pour les rejeter dans l'atmosphère.

Pour séquestrer le gaz dans l'atmosphère, le Gouvernement a procédé au reboisement de 400.000 plantules couvrant une superficie de 650 hectares au Nord-Kivu et 350 hectares au Sud-Kivu en raison de 0,8% de gaz carbonique libéré.

le suivi des projets sociaux qu'elle finance en faveur de populations riveraines du Bloc 3 Graben Albertine au bord du Lac Albert.



Kalemie: du pétrole décelé dans le lac Tanganyika



La première conférence internationale sur le potentiel en hydrocarbures du lac Tanganyika s'est clôturée le 18 février 2017 à Kalemie.

A l'issue de ces assises, le ministre des hydrocarbures de la RDC, Aimé Ngoie Mukena, a fait savoir que les experts zambiens, congolais, tanzaniens et sud-africains ont affirmé au cours de ces assises qu'il existait des indices suffisants de l'existence de pétrole dans le Tanganyika.

Le ministre des Hydrocarbures de la RDC avance le chiffre d'une vingtaine de blocs pétroliers à explorer pour l'ensemble du Graben Tanganyika.

A part le Burundi qui s'est excusé, les trois autres pays du bassin du Lac Tanganyika, la Zambie, la Tanzanie et la RDC étaient bien présents aux assises de la ville de Kalemie.

Pour les organisateurs, cette première conférence internationale sur le potentiel en hydrocarbures du Tanganyika devait répondre à deux questions se rapportant à l'existence ou non du pétrole dans le lac Tanganyika ainsi que, en cas de réponse positive, la manière dont les pays riverains peuvent coopérer pour l'exploiter.

La prochaine étape consistera au lancement des appels d'offres pour les exploitants pétroliers.

Un tribunal arbitral confirme les droits de la Générale Pétrolière du Congo sur le lac Tanganyika

Cinq ans après la résiliation par Kinshasa du protocole d'accord avec la Générale Pétrolière du Congo (GEPECO) pour l'exploration et l'exploitation du pétrole du lac Tanganyika, la chambre de commerce internationale a donné raison à l'entreprise pétrolière.

En avril 2012, le gouvernement congolais avait décidé de résilier unilatéralement l'accord qui le lie à la GEPECO. Cette dernière a alors saisi la chambre de commerce internationale pour un arbitrage en novembre 2013. La décision du tribunal a été rendue en janvier 2017, et a enjoint les deux parties de reprendre l'exécution de ce protocole d'accord.

Désormais, une commission composée de la primature, des ministères de la justice et du budget ainsi que des représentants de la société civile,

a été constituée pour mettre en œuvre la décision de justice. En effet, celle-ci donne à la GEPECO le droit de négocier un contrat de partage de production pour les 11 blocs situés dans la partie congolaise du lac qui traverse trois autres pays : le Burundi, la Zambie et la Tanzanie.

Ces périmètres couvrent une superficie de 32 900 km² et regorgeraient de quantités gigantesques de gaz méthane.

La GEPECO est une entreprise familiale, avec à sa tête Augustin Kikukama. Ravi par l'exécution progressive du jugement du tribunal, il a déclaré à Bloomberg, « Nous avons été les premiers à attirer l'attention du gouvernement sur le Tanganyika, donc nous méritons l'application de ce protocole ».

Construction

Le ciment gris est à son plus bas prix dans la partie ouest de la RDC

Le ciment gris est à son plus bas prix dans la partie ouest du pays contrairement au montant vendu sur le marché depuis deux décennies.

A Kinshasa, un sac de 50 kg se négocie actuellement à 11700 francs congolais (FC) à l'Est de la ville tandis qu'à l'Ouest de la ville le prix est à 12000 FC. Ce qui équivaut à près de 8.8 dollars américains le sac. Le prix du ciment est resté depuis plusieurs années à plus de 10 dollars américains, et a même atteint 40 dollars, le sac, en 2009.

Le cout se stabilise malgré l'interdiction d'importation de ce produit, il y a deux semaines, par le ministère de l'économie. Ce, dans l'objectif de protéger la production locale, avait argué les officiels congolais.

Il y a quelques temps, ce sont des ciments venus d'Angola via le poste frontalier de Lufu au Kongo central que l'on retrouvait presque partout sur le marché à côté de ceux importés de la Chine et de la Turquie.

De Kinkole à Mbudi, en passant par Kingasani, Matete et Lingwala, les gros camions sont actuellement remplis de ciments produits par la Cimenterie Kongo, une société établie dans la localité de Minkelo, territoire de Songololo, au Kongo central, dont les premières productions sont intervenues au mois de février 2017. Pour l'économiste Al Kitenge, deux facteurs expliquent la baisse de ce prix. Il y a d'abord, l'importation, en grande quantité et de manière frauduleuse du ciment, venu d'Angola.

Pour lui, ce pays voisin a tout intérêt de déverser ce produit en RDC pour obtenir des devises. Étant donné que le pétrole lui apporte de moins en moins de devises.

En deuxième lieu, il y a l'augmentation de la production locale, grâce notamment à la société CIMKO qui, en principe, devrait produire plus d'un million de tonnes l'an, ajouté aux 500 mille tonnes produits par la Cimenterie de Lukala, CILU.

Al Kitenge, craint également que ces nouvelles entreprises créées dans l'objectif de soutenir la construction de Inga 4 puissent avoir des difficultés dans l'avenir pour l'écoulement de leurs produits si le projet Inga 4 tenait du retard.

L'objectif pour les trois entreprises locales (CILU, CIMKO et PPC) est de produire 2 millions 500 mille tonnes l'an.

Le directeur de la Cimenterie Kongo (CIKO), Kishora Babu avait sollicité, début mars 2017, auprès du ministre provincial des Travaux publics et infrastructures du Kongo Central, la construction d'une variante routière partant de l'usine jusqu'à la route nationale Matadi-Kinshasa.

Ce, en vue de faciliter l'évacuation rapide de la production estimée à 1,5 millions de sacs de ciment par jour.

La CIKO est opérationnelle à Kimpese, localité kino-congolaise du territoire de Songololo, située dans le district des Cataractes dans la province du Kongo Central. Elle est traversée par la ligne de chemin de fer Matadi-Kinshasa et par la route nationale 1.



Publication de la Représentation économique et commerciale
des Régions bruxelloise, flamande et wallonne

Ambassade de Belgique - Jérôme ROUX
Tél. : +243(0)81 504 82 71 - Email : beltrade@vodanet.cd

BELTRADE

info **mission**

contact

**TOUTE
L'ACTUALITE ECONOMIQUE
DE LA RDC**

Beltrade info en ligne sur
www.beltrade-congo.com



Haut-Katanga

COCA-COLA et son partenaire HYPER PSARO inaugurent une usine flambant neuve DASANI/RANI à Lubumbashi

COCA-COLA, l'entreprise américaine internationale, et le groupe HYPER PSARO, son partenaire en RDC, ont inauguré le 29 mars 2017 dans la commune de Kamalondo, à Lubumbashi (Haut-Katanga) une nouvelle usine totalement consacrée à la mise en bouteille de boissons non gazeuses.

La représentante de Coca cola a indiqué que cette usine est de la dernière génération de la technologie et répond aux standards internationaux en la matière.

Sa capacité de production est de 17 mille bouteilles d'eau minérale par heure et 12 mille cartons de bojus par heure.

Ce nouveau complexe industriel de la province entend créer une cinquantaine de postes supplémentaires ainsi qu'une centaine d'emplois indirects dans le secteur des boissons. Elle permet la production de deux boissons, à savoir : l'eau de table « DASANI » et le jus de fruits RANI.

L'ouverture de cette usine marque l'entrée de la firme COCA-COLA sur le marché des boissons non gazeuses en RDC, avec un investissement de presque 20 millions de dollars américains. Coca-Cola, numéro 1 mondial dans la production des boissons, est présent sur le sol congolais depuis 1950.

Au-delà des 1137 emplois de la production et de

la commercialisation des produits de la compagnie à travers ses partenaires locaux que sont la Bralima et le Groupe Psaro, Coca-Cola se fait également remarquer sur les terrains sportifs et à travers des activités d'envergures communautaires.

En effet, la Copa Coca-Cola, le tournoi de football visant les jeunes garçons de 13 à 16 ans que la compagnie a lancé en 2010, est déjà à sa septième édition cette année.

Après six éditions réservées à Kinshasa, le tournoi s'est étendu cette année à Lubumbashi et les qualifications ont déjà eu lieu avec le lancement la semaine passée de la phase finale de Kinshasa et de Lubumbashi.

256 écoles de Kinshasa et 128 de Lubumbashi y ont pris part. A l'issue du tournoi, les deux meilleurs joueurs de la saison 2016 et les deux meilleurs de cette saison 2017 de Kinshasa et Lubumbashi bénéficieront d'un stage de 45 jours à Paris, en France, à la charge de la multinationale Coca-Cola.

Sur le plan communautaire, conformément à l'engagement que la société a pris pour l'entreprenariat au féminin de connecter 5 millions de femmes à la chaîne de valeur de Coca-Cola dans le monde, ce sont près de 100 femmes du pays qui y sont actuellement enrôlées pour une première phase.

Évaluation des travaux d'électrification de la ville de Lubumbashi

Le vice-gouverneur du haut Katanga, Bijou Mushitu Kat, et une délégation de la Coopération Technique Belge conduite par l'attaché de coopération internationale en RDC, Guy Boreux, ont passé en revue fin mars 2017 à Lubumbashi les travaux d'électrification de cette province et de construction de centres de ressources professionnelles tous deux financés par la Belgique.

Le vice-gouverneur du Haut Katanga a exprimé ses sentiments de satisfaction pour la réalisation de ces deux projets qui visent l'amélioration de la desserte en électricité et la formation professionnelle des enfants dans les différentes écoles de Lubumbashi.

Le responsable de la CTB en RDC a souligné que ces projets évoluent bien malgré quelques difficultés d'ordre opérationnel sur le terrain.

Au sujet du centre des ressources professionnelles, il a précisé que les bâtiments sont déjà achevés et il ne reste que son équipement. Le vice-gouverneur du Haut Katanga était assisté par le ministre provincial de l'Éducation.

Inauguration prochaine à Lubumbashi de la chambre de commerce franco congolaise

L'ambassadeur de France en RDC, Alain Rémy, a informé le 19 mai 2017 le gouverneur a.i. de la province du Haut Katanga, Célestin Pande Kapopo de l'inauguration prochaine à Lubumbashi de la chambre de commerce Franco-congolaise qui va déterminer l'engagement des entreprises françaises dans la province.

Le diplomate français a également annoncé au gouverneur a.i. l'arrivée prochaine à Lubumbashi des entrepreneurs français pour échan-

ger avec les opérateurs économiques du Haut Katanga sur l'évolution du secteur minier afin de participer à son développement.

L'ambassadeur de France en RDC était accompagné auprès du gouverneur a.i. du Haut Katanga, par M. David Malta Forrest, consul honoraire de France dans la province.

L'ambassadeur de Chine en RDC à Lubumbashi pour visiter les projets sino congolais

L'ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République Populaire de Chine en RDC, Wong Tongqing, a échangé le 12 mai 2017 à Lubumbashi, avec le gouverneur de la province du Haut Katanga ad intérim, Célestin Pande Kapopo sur les différents projets sino – congolais dans cette contrée.

Selon le diplomate chinois, cette mission vise également le renforcement de la coopération entre les deux pays et des investissements chinois en RDC.

Au cours de sa visite, il a inspecté les travaux de construction de l'hôpital général de référence, d'une capacité de 100 lits, de 16 salles et 4 blocs opératoires destinés aux habitants du Haut Katanga. Cet hôpital et le centre agricole pilote de Lubumbashi de la ferme Naviundu, appartenant à l'Université de Lubumbashi (UNILU) du quartier Kafubu sont un don du gouvernement chinois à la RDC dans le cadre du social de la population.

La société Truyninvestments fournira des semences améliorées à la province du Haut Katanga

Au cours de l'audience que lui a accordée le 11 mai 2017 le gouverneur a.i. du Haut Katanga, M. Célestin Pande Kapopo, la délégation de la société Truyninvestments a informé ce dernier de son projet de fournir des semences améliorées et des intrants agricoles à la province du Haut Katanga.

Elle a présenté ses services au gouverneur du Haut katanga, à savoir : la production de semences, la fourniture d'intrants agricoles et d'équipements ainsi que la formation du personnel agricoles dans la production des semences et autres intrants. Le chef de la délégation de la société Truyninvestments, Billal Raidhan, a rassuré le gouverneur de la province de sa contribution dans la relance de l'agriculture et l'augmentation de la production agricole dans cette entité provinciale.

Haut – Uele

Un Protocole d'accord entre le gouvernement provincial et la Société Babili Mining

Le gouvernement provincial du Haut- Uélé et la Société Babili Mining ont signé en mars 2017 un Protocole d'accord dans le cadre de la reconstruction du barrage hydro-électrique d'Apoyo dont la production est estimée deux Méga Watts pouvant servir toute la ville d'Isiro, apprend-on des sources provinciales.

Le site de ce barrage hydro-électrique est abandonné et complètement détruite depuis

1987. Il est situé au PK 17 de la ville d'Isiro sur la route nationale N° 25.

Aaron Shabani Asumani, directeur général de la société BABILI MING a indiqué à la presse que son entreprise s'emploie à l'emplacement, à la retenue des eaux et la tuyauterie qui constitue le canal d'aménagé, indiquant qu'il ne reste que la construction du socle et de déposer les machines.

Ituri

Près de 7000 kg de poissons à l'ouverture officielle de la pêche au lac Albert

Près de 7000 kg de poissons ont été produits lors de la pêche expérimentale au niveau du lac Albert, peu après l'ouverture officielle de la pêche précisément dans les localités lacustres de Tchomia, Kasenyi et Mahagi port, a appris mardi 6 juin 2017, l'ACP.

Selon le coordinateur du Projet multinational de gestion intégrée de pêche et de ressources des eaux des lacs Albert et Édouard, Joseph Masirika Matungulu, cette production expérimentale en qualité et en quantité est le fruit des efforts du gouvernement congolais, avec le soutien de la Banque africaine de développement (BAD), du projet de la réglementation de la pêche à hauteur de 8.000.000\$ USD.



Il a ajouté que 3000 kg de poissons ont été pêchés en territoire de Djugu, 3200 dans le territoire d'Irumu et 380 kg de poissons dans le territoire de Mahagi.

A cet effet, les recensements de pêcheurs ont été faits au niveau du lac Albert, la surveillance ainsi que la cartographie de zones de frayère à l'issue des résultats.

Pour les zones de frayère il sera procédé aux travaux de démarcation, tandis que pour les recensements, l'autorité compétente va s'approprier les résultats pour voir comment délivrer le permis de pêche et peaufiner des stratégies pour sensibiliser les pêcheurs qui ne sont pas en ordre.

Amélioration sensible de la production de pêche

En outre le coordonnateur de l'Ong IGREP, YabeziTchueki s'est félicité de voir une amélioration sensible de la production de pêche. Selon lui, lors de la pêche expérimentale dans la localité de Kasenyi, quatorze espèces de poissons ont été récupérées, dont trois espèces qui étaient en voie de disparition.

Par rapport à l'ouverture de la pêche des années antérieures, a-t-il poursuivi, cette année il y a une amélioration notable avec la réapparition de poissons 20 ans après.

Les travaux sur le tronçon Bunia-Goli exécutés à environ 60 km

A l'issue de sa visite d'inspection en Ituri en février 2017, le chef de section route au sein du ministère des Infrastructures, travaux publics et reconstruction (ITPR), Billy Tshibambe, a indiqué que les travaux de réhabilitation du tronçon routier Bunia-Goli, long de plus 200km, sont exécutés à environ 60 km.

Ce, après avoir effectué un trajet complet de Bunia jusqu'à Goli pour se rendre compte de l'état de la route sur le tronçon non pris en travaux dans le but de formuler les recommandations par rapport à la suite de travaux.

De son avis, de manière générale sur les 60 km où les travaux ont été exécutés, 40 km ont été appréciables parce que, le long de ce tronçon, le dispositif d'évacuation d'eau est bien exécuté et la qualité des matériaux utilisés pour la bande du déroulement pour une route en terre battue est bonne.

L'entreprise Zenghei corporation a gagné le marché de la réhabilitation de l'axe routier Komanda-Bunia-Mahagi-Goli à hauteur de 160.000.000 de dollars américains dont 39.000.000 de la part du Fonds national d'entretien routier (FONER).

Programme de la stabilisation au Sud Irumu : 6.500.000\$ USD

Le coordinateur du STAREC en Ituri, Jean Marc Mazio, a annoncé début mars 2017 devant la presse que le marché du programme de stabilisation au Sud Irumu est attribué au consortium de l'UNHABITAT qui va bénéficier du montant de 6.500.000 de dollars américains pour une durée de 24 mois.

Le présent projet va cibler 7 entités territoriales décentralisées (ETD) au niveau du Sud Irumu, à savoir le secteur de Bahema Sud, Walendu Bindi, Bahema Mitego, Bahema Boga, BanyaliTshabi, Walese Vokutu et Andisoma.

Dans l'exécution de ce projet de stabilisation, l'UNHABITAT travaillera en collaboration avec l'Organisation mondiale pour la migration(OIM), et deux organismes internationaux, à savoir : Mercy corps, Search For Common Ground ainsi qu'avec des organismes nationaux tels que Caritas/Ituri, Justice plus et

AJIP, qui sera avec l'Ong internationale Copy.

L'essentiel des interventions dans le cadre de ce projet vise à instaurer le dialogue démocratique pour résoudre les conflits fonciers, conflit de pouvoir coutumier, conflit intra et intercommunautaire ainsi que l'épineuse question des miliciens de FRPI (Force de Résistance Patriotique d'Ituri) afin de pouvoir contribuer efficacement à la résolution pacifique de la question de l'insécurité dans la région du Sud Irumu.

Le coordinateur du STAREC en Ituri a en outre indiqué qu'une enveloppe de 1.580.000 dollars américains est mobilisée pour exécuter le projet du dialogue démocratique dans le territoire de Mambasa qui consiste au rapprochement entre les autorités et les communautés, la restauration de l'autorité de l'Etat, le renforcement des acquis économiques et la lutte contre les violences sexuelles.

Reprise des travaux de construction des Cliniques universitaires de Bunia

Le gouverneur de l'Ituri Jefferson Abdallah a relancé le 13 mars 2017 les travaux de construction des Cliniques universitaires de Bunia à Tsere, village situé à plus de dix kilomètres du chef-lieu de la province de l'Ituri.

Ces travaux, financés par l'Université de Bunia (UNIBU), avaient été suspendus il y a neuf mois suite aux difficultés financières rencontrées par l'institution universitaire.

Pour relancer ces travaux, le gouvernement provincial a débloqué 10 000 dollars américains

pour achever les travaux de construction du premier bâtiment de ces cliniques universitaires.

Le coût global des travaux sont estimés à 78 000 dollars américains.

La construction des Cliniques universitaires de Bunia est une recommandation du ministère national de l'Enseignement supérieur et universitaire qui déplorait, dans une circulaire, la non-viabilité de la Faculté de médecine de l'UNIBU, faute d'une clinique pour le stage des étudiants.

Kasaï Oriental

Réhabilitation du réseau hydraulique : 66 millions USD

La firme allemande KHW a octroyé 66 millions de dollars US pour la réhabilitation du réseau hydraulique de la province du Kasaï Oriental.

C'est le ministre provincial de l'Energie Robert Kabeya qui l'a annoncé en mars 2017 au cours de la cérémonie marquant la célébration de la journée mondiale de l'eau à la mairie de Mbuji-Mayi.

Le but de ce financement est de permettre à cette province de moderniser son réseau de distribution d'eau en vue de fournir régulièrement de l'eau potable à la population est-kasaïenne et mettre ainsi fin au phénomène bassin et bidon jaune sur la tête des ménagères. L'exécution de ce projet est confiée à l'agence belge de développement (CTB).

Crise humanitaire au Kasaï: 5 millions de dollars alloués

L'ONU a annoncé début mars 2017 avoir alloué 5 millions de dollars américains en faveur des personnes affectées par la crise humanitaire consécutive de la rébellion qui secoue le Kasaï, dans le centre de la RDC, et a fait plus de 400 morts depuis septembre.

«Un premier financement du Central Emergency Response Fund (CERF) vient d'être alloué à cette crise pour une durée maximale de 6 mois en faveur de 108.430 personnes pour un montant d'environ 5 millions de dollars américains» afin de «sauver des vies», écrit dans un communiqué le Bureau de coordination des affaires humanitaires de l'ONU en RDC (Ocha).

«La majorité de la population affectée est toujours réfugiée dans des sites souvent situés en brousse. Ces personnes déplacées n'ont

accès ni à l'eau potable, ni à la nourriture de base, ni aux services de santé», note l'Ocha.

Ce dernier indique par ailleurs que «l'insécurité qui prévaut toujours dans l'ensemble de la zone a entraîné la fermeture de plusieurs écoles, privant quelque 53.000 élèves d'une scolarité normale au cours de l'année scolaire 2016-2017».

La région du Kasaï, au centre de la RDC, est le théâtre depuis septembre 2016 d'une rébellion née de la mort lors d'une opération militaire d'un chef coutumier local, KamwinaNsapu, entré en conflit avec le pouvoir central.

Partie du Kasaï-central, les violences entre les forces de l'ordre et la milice de KamwinaNsapu - ont progressivement gagné le Kasaï-oriental et le Kasaï-occidental.

En février, une vidéo diffusée sur les réseaux sociaux montrait des hommes en uniforme tirant sur des villageois non armés ou simplement munis de lance-pierres ou de bâtons, dans le Kasai.

Le gouvernement avait d'abord qualifié de «montage grossier» ces images tournées en plan séquence unique, refusant d'enquêter avant de faire volte-face après une forte pression internationale.

1.400.000 \$US du gouvernement pour la réhabilitation de la voirie de Mbuji-Mayi



Une vue de la ville de Mbuji Mayi

Le gouverneur du Kasai Oriental, Alphonse Ngoyi Kasanji, a annoncé fin mars 2017 à la presse que le gouvernement de la République a remis 1.400.000 \$US au gouvernement de cette province pour la réhabilitation de la voirie urbaine de Mbuji-Mayi.

Alphonse Ngoyi a indiqué que ce financement vise à permettre de relancer les travaux d'asphaltage de certaines artères. Le gouvernement provincial s'attèle à la mobilisation des fonds pour faire face à la détérioration de la voirie urbaine, la relance des activités de la MIBA, la construction du 2^e barrage hydroélectrique sur le site de Tshiala et l'achèvement des travaux de construction du stade Kashala Bonzola.

Ouverture de la FINCA-Banque à Mbuji-Mayi

La Fondation internationale pour l'assistance communautaire (FINCA)-Banque, a lancé ses activités en janvier 2017. Mme Mamie Kalonda, directrice générale de la FINCA –Banque a présenté son entreprise comme une institution de micro-finance d'envergure internationale dont le but est d'offrir des services financiers aux micros entrepreneurs désireux d'accroître leurs revenus, de créer des emplois et d'améliorer leurs conditions de vie.

La FINCA- Banque opère dans 22 pays à travers le monde et dans 6 pays africains. Elle compte à ce jour, 115.000 clients actifs desservis pour le crédit et plus de 260.000 clients épargnants.

Parmi les services rendus par cette institution, l'on note les services financiers, les conditions d'accès au prêt et d'ouverture de compte, les canaux de distribution et les services à valeur ajoutée.

FINCA- Banque vient s'implanter au Kasai Oriental après la Trust Merchant Bank (TMB), la BGFI, la Rawbank et l'Advans banque du Congo qui sont des banques de dépôt au même titre que la Banque commerciale du Congo (BCDC).



Maniema

Lancement des travaux de réhabilitation de 607 kms de routes de desserte agricoles au Maniema

Le ministre provincial de l'Agriculture et développement rural, Pierre Andalakati Mulingwa a présidé, le 6 mai 2017 à Lubango, village situé dans le secteur de Beia dans le territoire de Pangji, la cérémonie de lancement officiel des travaux de réhabilitation de 607 kms de routes de desserte agricole dans 4 bassins de production agricole de la province du Maniema.

A cette occasion Andalakati Mulingwa a montré l'importance des routes de desserte agricole qui, non seulement concourt à la libre circulation des personnes et de leurs biens, mais aussi au développement de ces quatre bassins de production agricole que sont les territoires de Pangji, de Kasongo, Kibombo et Kabam-

bare, avant d'exhorter la population à s'approprier ces travaux en s'interdisant de voler les matériaux et matériaux commis auxdits travaux.

Le programme intégré pour la réhabilitation de l'agriculture au Maniema (PIRAM), est financé par DIFID et le gouvernement de la République à hauteur de 10 millions de dollars américains.

Il porte essentiellement sur la construction de ponts et le dégagement de la chaussée pour une durée d'une année. Le coordonnateur du programme est Mr Célestin Bahandi.

Nord-Kivu

RDC : plus de 7000 tonnes de Cacao et Café ont été frauduleusement exportées vers l'Ouganda

La société civile de Beni révèle dans un communiqué publié le 10 mai 2017 qu'entre 2015 et 2017, plus de 7000 tonnes de cacao et de café ont été frauduleusement exportées vers l'Ouganda.

Elle s'appuie sur les statistiques avancées par la Fédération des entreprises du Congo (FEC) livrées au cours d'une réunion tenue à Beni avec l'association des exportateurs du Café - Cacao, la FEC, l'Office Congolais du Café (OCC), les autorités administratives ainsi que la police des frontières.

«L'estimation des tonnes du cacao qui sont passées frauduleusement sont de l'ordre de 3287 tonnes (2015), 3200 tonnes (2016) et 1321 tonnes (de janvier à mars 2017). Les causes de cette fraude sont : le prix de l'Ou-

ganda (3 dollars par kilo) qui est supérieur à celui de la RDC (1 dollar par kilo), la vulnérabilité des acteurs qui sont censés mettre en application les mesures prises par le gouvernement pour lutter contre la fraude, la multiplication des contrôles occasionnant l'augmentation des frais multiples», déclare le Révérend pasteur Gilbert Kambale, président de la Société civile de Beni. Il recommande au gouvernement et aux forces de l'ordre de démanteler les réseaux de contrebande.

La coordination de la société civile Beni recommande au gouvernement de chercher les causes de la chute du prix du cacao et du café en vue d'y remédier.

Elle suggère en outre à l'Etat d'améliorer les salaires des agents œuvrant aux frontières pour qu'ils soient plus efficaces et au parquet d'ouvrir une enquête.

Redynamisation de la plate-forme CIAT – HarvestPlus au Nord-Kivu

Le programme du Centre international de l'agriculture tropicale « HarvestPlus/RDC » a organisé, le 18 mai 2017 à Goma, une réunion de redynamisation de ses partenaires du Nord-Kivu.

Pour son Country manager, le professeur Antoine LuboboKanyenga, la dite plate-forme a comme rôle « d'adopter un mécanisme de maintien des relations actives et standard entre les autres partenaires de mise en œuvre et Harvest Plus et orienter les programmes dans le choix, l'appréciation et les sanctions des partenaires ».

Les parties prenantes à cette plate-forme Harvest Plus pour le Nord-Kivu sont constitués:

- d'un représentant du ministère provincial de l'Agriculture, pêche et élevage, d'un délégué du Service national de semences (SENASA) ;
- du Programme national de nutrition (PRONANUT) ;

- d'un agent de l'Inspection provinciale de l'Agriculture, pêche et élevage ;
- de 4 partenaires crédibles désignés par Harvest Plus.

Pour le Country manager, la qualité de la semence intervient jusqu'à 60% du rendement et les paysans bénéficiaires des semences bio fortifiées fournies par Harvest Plus en témoignent toujours.

Les graines étant toujours disponibles dans les entrepôts Harvest Plus, le Country manager appelle les paysans à s'approprier le programme au vu du rendement certifié.

Le rôle de cette plate-forme est plus consultatif car cette dernière vise le rapprochement effectif avec les partenaires du Nord-Kivu ; la coordination de Harvest Plus étant établie à Bukavu au Sud-Kivu.

La ville de Goma connectée à la fibre optique

Les responsables des maisons de télécommunication Vodacom et Airtel au Nord-Kivu, nommément Mm. Camille Kassongo Kabolete et Budaho Cubaka Hugo, ont annoncé en avril 2017 au Vice-gouverneur de province du Nord-Kivu, Feller Lutayichirwa Mulwahale, leur engagement commun de connecter la ville de Goma à la fibre optique dans les perspectives d'améliorer la qualité des services.

Après Kinshasa et Lubumbashi, la ville de Goma pourra être la 3ème à bénéficier de la connexion internet par fibre optique et ainsi passer

à l'accès par câbles pour un mode qui se veut stable à travers de la fibre optique contrairement au transport aérien par faisceau hertzien,

un système de transmission des signaux généralement entre deux sites géographiques, souvent perturbé par les situations météorologiques aussi inévitables.

Pour le directeur provincial de Vodacom/Nord-Kivu, ce projet va certainement assurer la garantie d'une connexion stable et non surchargée avec des effets non seulement sur le coût de la connexion internet mais aussi sur la vitesse dans la transmission des données.

Remise officielle des ouvrages construits et réhabilités par le PNUD au Nord-Kivu

Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) a remis officiellement fin avril 2017 aux autorités locales du territoire de Rutshuru, province du Nord-Kivu, des ouvrages construits et réhabilités par le projet de «Stabilisation dans l'Est de la RDC » à travers un programme conjoint des Nations Unies pour la réintégration des enfants associés aux forces et groupes armés.

Il s'agit du pont Kilabu jeté sur l'érosion du même nom qui menaçait les maisons de la cité de Kiwanja la coupant en deux, des hangars et d'un entrepôt communautaire de produits agricoles du marché de Rutshuru.

Une route de desserte agricole pour l'évacuation des produits agricoles et un centre de formation professionnelle de l'Institut national de préparation professionnelle (INPP) équipé pour la jeunesse font également partie du lot d'infrastructures construites.

Évalué à hauteur de 4 millions USD, ce projet conjoint a été exécuté par l'UNICEF, le PNUD, le PAM et l'ONU-FEMMES sur un financement du Japon. Il bénéficie de la collaboration du gouvernement congolais à travers l'Institut de préparation professionnelle (INPP) et la représentation spéciale du Chef de l'Etat en matière des violences sexuelles.

Par la création de 1005 emplois temporaires, ce projet a beaucoup contribué à la consolidation de la paix et à la réinsertion sociale des enfants anciennement associés aux groupes armés ainsi que d'autres vulnérables de la communauté.



Bientôt l'asphaltage de l'aéroport de Mabimbi au Nord-Kivu

La Mission des Nations Unies pour la stabilisation au Congo (MONUSCO) a financé à hauteur de 1.500.000 dollars américains, les travaux d'asphaltage de la piste d'atterrissage de l'aéroport de Mabimbi à Beni, dans la province du Nord-Kivu. Ces travaux sont exécutés par la société SAFRICAS.

Selon l'ACP, les travaux consistent au renforcement de la couche de la piste d'atterrissage et aux travaux de topographie sur une longueur de 2,2 km de longueur et 30 mètres de largeur, en vue de permettre aux avions d'atterrir et de décoller en toute sécurité.

Il s'agit également de désenclaver le territoire national par voie aérienne compte tenu de l'étendue du pays. L'asphaltage de cette piste s'inscrit dans le cadre du programme de la MONUSCO consistant à améliorer les conditions des vies

des populations dans les zones post-conflits. Par ailleurs, la MONUSCO a réhabilité huit kilomètres de routes asphaltées à Goma au Nord-Kivu. Elle réhabilite en outre le tronçon routier reliant le Burundi à la RDC, à partir d'Uvira dans la province du Sud-Kivu.

Ces travaux financés sur fonds propre de la MONUSCO vont durer 50 jours ouvrables. Ils sont exécutés par la compagnie des ingénieurs chinois de la MONUSCO sous la supervision de l'Office des routes (OR).

Long de 6 km, ce tronçon reliant le Burundi à la RDC au départ du Rond-point de Kamvirira à Uvira au Sud-Kivu se trouve en état de délabrement avancé.

24 millions USD de recettes attendus à la 4^{ème} Edition de la semaine fiscale

Le gouverneur du Nord-Kivu, Julien Paluku Kahongya a donné fin février 2017 le coup d'envoi de la 4^{ème} édition de la semaine fiscale pour le paiement des impôts et taxes pour l'exercice 2017.

Il a à cet effet appelé les agents de l'Etat œuvrant au sein de sa juridiction à s'acquitter de ce devoir civique au vu des 24 millions USD de recettes attendus pour cette année 2017.

Pour l'autorité provinciale, il n'y a pas que les seuls opérateurs économiques qui sont assujettis au paiement de l'impôt mais également tous les agents de l'état : députés, ministres, généraux, directeurs et agents au sein des entreprises publiques, ainsi que tous les citoyens appelés à apporter leur pierre pour l'édification de la Province.

Butembo: quand une ville est gérée par des marchands, elle prospère et échappe à la guerre

A Butembo, il n'y a que 9 km de routes asphaltées pour un million d'habitants, dont une poignée de millionnaires aussi puissants que discrets. Aucun de ces Congolais ne figure dans les classements africains de Forbes. Pourtant, la réputation de ces hommes d'affaires s'étend de Johannesburg à Shenzhen, en passant par les grands ports d'Afrique de l'Est. Eux se contentent de régner sur cette ville poussiéreuse du Nord-Kivu rescapée de tant de guerres,

Cette tradition est à perpétuer dans la province du Nord-Kivu qui a toujours voulu être une province pilote dans la mobilisation des recettes locales issues essentiellement de l'impôt sur les revenus locatifs, des l'impôt foncier de la taxe sur auto motorisés Vignette.

Il a placé devant leurs responsabilités les services de la DGR-NK car cette assignation de 24 millions de dollars par an, soit 2 millions de dollars le mois n'a pas été atteint en 2016.

Le chef de l'exécutif provincial a dit vouloir ainsi faire signer à la DGR-NK un contrat de performance de 24 millions de dollars pour cette année 2017 à répartir par centre de production. Il a promis des sanctions positives ou négatives aux agents de ce service.

ceinturée par des champs de café, de cacao et de collines toujours infestées de groupes armés.

La frontière ougandaise est à 80 km et la capitale, Kinshasa, à plus de 1 600 km.

A Butembo n'est établie qu'une seule ethnie, les Nande.

Et ce ne sont pas des hommes politiques qui gouvernent cette sorte de micro-Etat propre, mais le « G17 », un club de dix-sept grands commerçants transfrontaliers fortunés.

« On n'attend rien des politiques et l'Etat a abandonné Butembo. On finance nous-mêmes la sécurité et les infrastructures comme l'université, la mairie, les monuments...

On est sûrs que les choses se font et on maîtrise les avancées », lâche d'une voix grave un certain Katembe Kahehero. De fait, la ville n'a jamais reçu un seul kilowattheure de la société nationale d'électricité depuis l'indépendance, en 1960.

« Bolloré n'a jamais eu sa place ici »

Membre éminent de ce G17, M. Kahehero est un colosse de 60 ans qui reçoit dans un bureau donnant sur l'une des deux avenues asphaltées du centre-ville.

Les jardins à la française des papiers peints rappellent au visiteur son attachement à l'ordre, mais ne le mettent pas sur la piste de l'origine chinoise de sa fortune.

« Je suis le deuxième commerçant de Butembo et donc du Congo à avoir posé un pied en Asie, en 1983 », pavoise l'ancien marchand de café, aujourd'hui à la tête de plusieurs usines, d'une myriade de sociétés et d'un parc immobilier considérable dans les beaux quartiers de Kinshasa, où le prix du mètre carré est parfois aussi cher qu'à Londres.

Empire déclinant

« Bolloré n'a jamais eu sa place ici. On gère la logistique et on s'est organisés entre nous », lâche Cetraca, de son vrai nom Katembe Musavuli, avachi dans le fauteuil de son bureau enfumé où s'entassent des piles de papiers aussi jaunies que les murs.

A 67 ans, cet homme madré se plaint de gérer un empire déclinant et s'inquiète de l'état de « Butembo Inc. ». « Mes activités dans l'agriculture et l'élevage sont interrompues à cause de l'insécurité.



mission de prospection à Butembo

De l'autre côté de la rue, son ami, concurrent et partenaire du G17 qu'on appelle du nom de son entreprise, Cetraca, a connu les mêmes débuts.

Les aventures dans les cités industrielles de Chine d'abord, puis dans les échoppes de Dubaï.

Katembe Kahehero, Cetraca et d'autres pionniers ont ouvert les routes commerciales reliant l'Asie à ce qui était alors le Zaïre, via les ports d'Afrique de l'Est.

Ils ont acquis des dizaines puis des centaines de camions qui arpentent les routes d'Ouganda pour acheminer les marchandises jusqu'à Butembo, où affluent des acheteurs en gros de toute la région.

Mes hôtels à Butembo et Kinshasa fonctionnent au ralenti. Mes usines sont à l'arrêt. Je me concentre sur la construction d'immeubles à Kinshasa », dit-il en regrettant son âge d'or, les années 1996 à 2002.

Pour les autres, ce fut la période funeste de la deuxième guerre du Congo qui a engendré d'innombrables viols et massacres et provoqué la mort de plus de 4 millions de personnes, principalement de famine et de maladies, selon un rapport de l'International Rescue Committee.

Pendant ces années-là, l'est de la République démocratique du Congo (RDC) est ravagé, mais Butembo est épargnée.

Osmose avec Dieu

« A Butembo, la paix et la sécurité s'achètent, car la région reste dangereuse, lâche froidement M. Kahehero. A 60 km plus au nord, à Béni, les populations sont terrorisées par de mystérieux massacreurs qui ont tué plus d'un millier de personnes depuis deux ans.

« Pendant la grande guerre, on vivait mieux que maintenant, il y avait beaucoup de business et de cash. Aujourd'hui encore, on paie les rations des militaires qui nous ont protégé. » Au sortir de la guerre, Butembo voit apparaître de grands projets d'infrastructures et de jolies villas à plus de 500 000 dollars.

Et si l'alliance des grands commerçants avec les chefs de guerre est éphémère, l'osmose avec Dieu, elle, est éternelle. Car l'autre pouvoir local est religieux. « Le secret de Butembo est un capitalisme un peu sauvage et une conscience commune, explique l'évêque Sikuli Paluku Melchisédech. Certains grands commerçants sont devenus riches par la fraude mais Dieu pardonne.

Minerai de contrebande

La Cruche Bank comptera parmi ses actionnaires une icône de la ville : l'abbé Malu Malu, président de la Commission électorale indépendante chargée d'organiser les premières élections libres de l'histoire du pays en 2006.

Il ira chercher des investisseurs en Chine pendant que le G8 d'alors courtisera des Nigériens et des Iraniens pour réunir les 10 millions de dollars de capital exigé par la Banque centrale.

En vain. La banque est liquidée en 2007.

Les hommes d'affaires sont alors autant les obligés que les financiers d'Antipas Mbusa-Nyamwisi, leader de la communauté nande et chef de milice soutenu par l'Ouganda. M. Mbusa Nyamwisi a été le chef de la diplomatie congolaise de Joseph Kabila, avant de se réfugier en Afrique du Sud. C'est aussi un vrai libéral : à l'époque où il administrait le territoire, plus de douanes, plus de taxes et beaucoup de profits.

Les grands commerçants de Butembo sont alors pointés du doigt par l'ONU pour leur commerce d'or fourni par des groupes armés ainsi que pour le transport d'armes et de minerais. Les barons du G17 démentent, esquivent ou restent silencieux sur le sujet.

Avec eux et nos frères protestants, on bâtit un autre modèle de développement, unique dans le pays. »

L'association de la foi et des affaires permet d'ériger, en 2003, l'Université catholique du Graben, au milieu d'une forêt qui surplombe la ville. L'équipement a de quoi surprendre : un hôpital doté d'un centre cardiologique, des laboratoires de médecine et d'agriculture, un centre de recherche en pisciculture...

Attirées par le cash accumulé lors de la guerre, les banques de Kinshasa se ruent sur Butembo. La Raw-Bank, la première du pays, réduit les frais de dépôt et de retrait. « Une exception propre à Butembo et taillée sur mesure pour les commerçants nande », s'amuse un banquier de Kinshasa.

Mais les hommes d'affaires locaux se piquent de créer leur propre établissement, « une banque du peuple nande ».

En parallèle, un contrat est signé avec un entrepreneur sud-africain pour la construction d'un aéroport et d'un barrage hydroélectrique nécessaire pour relancer l'industrie.

Rien ne se fera. Au grand dam de Katembe Kahehero, qui a perdu un pactole dans cette affaire, de même que Katembo Musavuli qui, malgré l'absence d'aéroport, a tout de même réussi à créer une étonnante compagnie aérienne.

Cetraca Aviation transportait des voyageurs et, mais il ne le dira pas, du minerai de contrebande dans des Antonov décatis entre l'Ouganda et la RDC. Jusqu'à ce que les autorités congolaises lui retirent sa licence d'exploitation, en 2013. « J'ai vendu mes avions à Nairobi.

Il y en a d'autres que j'ai abandonnés ou détruits », dit-il en faisant la moue du millionnaire en mal d'affaires. Avant de se ressaisir : « A Butembo, on ne rigole pas avec le business et on est les seuls à pouvoir concurrencer les Libanais à Kinshasa. On va se refaire, mais les temps sont durs, vraiment durs. »

Nouvelle génération d'hommes d'affaires

Alors que le reste de la RDC s'enfonce dans la crise économique, une nouvelle génération d'hommes d'affaires de Butembo s'efforce de prolonger le miracle de leur cité rurale, grâce au commerce.

Le contexte n'est pas favorable : la valeur du franc congolais ne cesse de se déprécier face au dollar, l'inflation guette et les investisseurs sont suspendus à l'issue de l'interminable crise politique.

« Butembo souffre mais résiste, bien que l'activité soit réduite de moitié par rapport au temps de la guerre, explique Polycarpe Ndivito, président de la branche locale de la Fédération des entreprises du Congo. Lui rêve de créer une « zone économique spéciale » à la fiscalité avantageuse.

En attendant, John Palos, 45 ans, et ses amis entrepreneurs et fils de millionnaires se démentent. « On sait s'adapter. Pas le choix. Tu sais, nos aînés nous conseillent mais ne nous font pas de cadeaux ! Pour être millionnaire, il fallait bénéficier d'allègement fiscal ou frauder la douane. Mais ça, c'était avant. Et nous, les jeunes, on innove et on bosse », dit-il entre deux appels reçus de Dubaï et de Nairobi.

Figure de proue de la nouvelle génération d'hommes d'affaires, « Palos » est le prin-

cipal importateur et distributeur de motos chinoises Haojin, robustes et bon marché. Il en écoule près de 30 000 par an dans toute le pays. Avec ses dix camions, il importe aussi de Chine du tissu wax en grande quantité, des vélos, des produits électroménagers. Mais aussi des générateurs Jangfa, puissants et économes en kérosène, suffisants pour alimenter des petites usines, des moulins et des quartiers de la ville.

« Je vais te montrer un autre produit qui va me rendre encore plus riche », dit-il.

Il pousse une porte dans sa maison natale transformée en bureaux et entrepôts. « Voilà, ceux-là viennent de Dubaï et coûtent entre 1 500 et 5 000 dollars. Ceux-là viennent de Chine et je les vends entre 500 et 1 000 dollars ».

Dans ses mains, M. Palos tient des panneaux solaires de toutes tailles. « C'est le nouveau gros business à Butembo et je l'ai senti très tôt. Mes clients viennent des Kivu mais j'en exporte aussi dans les autres régions du pays », se réjouit-il.

Malgré les fortunes qu'ils ont amassées en temps de guerre, les membres vieillissants du G17 n'ont pas réussi à construire le barrage qui aurait pu enfin fournir de l'électricité à Butembo.

Leurs enfants semblent s'être promis de faire mieux.

Mediacongo Joan Tilouine Joan Tilouine
Le Monde - 22.03.17

Sud-Kivu

Une centaine de cyclistes belges se mobilisent pour soutenir les planteurs de café du Kivu



Bukavu,

Du jamais vu dans la région : une centaine de cyclistes belges, répartis en 18 équipes, ont, depuis Bukavu, la capitale du Sud Kivu, rejoint Goma, en pédalant le long des rives du lac Kivu et en découvrant les pistes de l'île d'Idjwi, l'une des plus grandes d'Afrique.

Toutes les autorités, depuis les gouverneurs de province jusqu'aux services de sécurité, ont été mobilisés pour accueillir dans de bonnes conditions ces pionniers de la « petite reine ».

C'est que ces sportifs ne sont pas n'importe qui: médecins de Saint Luc, directeurs financiers, patrons de presse, ils « pèsent » sur le plan professionnel, mais surtout avant le départ ils ont dû s'engager et trouver des « sponsors » disposés à les soutenir.

« Chaque équipe, pour pouvoir participer, a du

s'engager à réunir 10.000 euros » explique Thierry Beauvois qui, avec son ami Eric de Lamotte, est l'initiateur de cette levée de fonds solidaire. « Avant même le premier coup de pédale, le résultat dépasse toutes les espérances : « nous avons récolté 320.000 euros » explique Thierry Beauvois « ce qui nous permettra de tenir les promesses faites aux producteurs de café membres de notre coopérative « Comequi » « commerce équitable ».

Depuis une dizaine d'années en effet, Comequi rassemble 1350 petits producteurs de café de la région de Minova, et les aide non seulement à améliorer la qualité de leur café d'altitude, un arabica dont la réputation commence à s'étendre dans les milieux spécialisés mais souhaite construire une deuxième usine de lavage de café à Ludumba, afin que le traitement des précieuses graines puisse se

faire le plus près possible du lieu de la récolte. Le matelas financier de Comequi permettra aussi à la coopérative partenaire Amka de payer directement ses membres, dès qu'ils apporteront les fruits de leur récolte, sans attendre que le café soit vendu sur les marchés internationaux.

« Etre rémunérés tout de suite, et très bien, pour leur travail encourage les petits producteurs, et les dissuade de vendre à moindre prix à des intermédiaires parfois douteux qui offrent de payer cash et sortent le café en fraude...

Durant six jours, les cyclistes, tous des amis et des amis d'amis, recrutés par une sorte de « réseau » ont donc découvert l'une des plus belles régions d'Afrique, les rives du lac Kivu où la vie revient peu à peu après les guerres à répétition, et aussi Idjwi, île heureuse et oubliée jusqu'à présent, qui n'a jamais connu la violence mais qui écartée des grands circuits touristiques, connaît cependant une grande pauvreté due à la surpopulation.

Les ambitions de Comequi sont multiples : il s'agit de créer un esprit coopératif, d'apprendre aux paysans à travailler ensemble, mais aussi de mettre en œuvre des projets visant à l'excellence : grâce à B4C (Bike for Comequi), nous aurons les moyens de créer une « académie

du café » où « les producteurs seront formés et capables de soutenir la concurrence internationale » souligne Thierry Beauvois qui répète son leitmotif, "de la qualité, de la qualité et toujours la meilleure qualité..."

Ces ambitions, les 85 cyclistes les ont découvertes tout au long de leur périple, où ils ont aussi visité de projets concrets mis en œuvre en marge de la production de café, comme le soutien apporté aux écoles de la région ou à des centres de santé.

A l'heure où les relations entre la Belgique et le Congo se refroidissent chaque jour davantage (les sanctions à l'égard de responsables congolais décidées par l'Union européenne laissent craindre le renvoi de certains ambassadeurs...) le rallye cycliste représente malgré tout une note d'espoir et d'optimisme : il se trouve encore des Belges, de simples citoyens, anciens d'Afrique ou purs novices, qui croient en ce pays et surtout qui veulent concrètement aider les simples citoyens à s'en sortir autrement qu'en attendant la manne humanitaire...

5 juin 2017

Le carnet de Colette Braeckman

La Fondation Mudekerza Olive pour le développement agricole de Kamisimbi

L'homme d'affaires et président honoraire de la Fédération des entreprises du Congo au Sud-Kivu, Jean Mudekereza des établissements "Olive", originaire de Walungu a distribué le 5 mars 2017 des plantules du café et des semences de haricot.

L'ONG Mission solidaire pour le développement économique en milieu rural et autres associations locales ont eu à démontrer et à appuyer l'importance de ces deux cultures prônées par la Fondation Mudekereza.

La Fondation s'évertue, en groupement de Burhale, de relier les localités de Kakono à Ibinja par les ponts Karhongo I et II, Ichiba à Irhongo, Mubanda et Luchiga et vers Kakono pour le grand marché de Mugogo.

Le café et le haricot constituent les deux cultures conçues par la Fondation Mudekereza Olive pour le développement socio-économique rural dans le groupement de Kamisimbi, en territoire de Walungu.

Réhabilitation de l'axe routier Sake-Bukavu

Le gouverneur du Sud-Kivu, Marcelin Cishambo, a lancé en mars 2017 les travaux de réhabilitation de l'axe routier Sake (Nord-Kivu)-Bukavu (Sud-Kivu).

La RN 2 entre Sake et Bukavu, longue d'au moins 175 kilomètres, est dans un état de dégradation avancée à cause notamment de nombreuses coupures dues aux carrières aux abords.

Le tronçon Sake-Bukavu dont les travaux seront exécutés par une entreprise chinoise sera rechargé en terre battue.

L'axe routier qui sera réhabilité est d'une importance capitale pour les provinces du Nord et du Sud Kivu car il pourrait faciliter l'évacuation des produits vivriers en provenance notamment de Kirotshe, Kashenda, Bwemana (Nord-Kivu), Minova, Katshazo, Kitembo, etc. vers les agglomérations urbaines.

Ouverture d'une société d'achat et de transformation de minerais à Bukavu

Une société d'achat et de transformation de minerais stannifères, Jia Xin, a été officiellement inaugurée le 27 janvier 2017 à Bukavu par le chef de division des mines du Sud-Kivu.

La société Jia Xin dispose d'un équipement moderne constitué de broyeurs, de concasseurs, de séparateurs magnétiques ainsi que d'une balance électrique ayant une capacité d'au moins 1500 kilogrammes.

Selon le responsable de l'administration et marketing de cette société, Kasongo Bwana Ndeke,

elle emploie pour l'instant une dizaine de personnes et collabore avec des coopératives afin d'acheter à un prix convenable et de traiter les minerais stannifères produits par les exploitants artisanaux.

Pour assurer la traçabilité de ses productions, la société Jia Xin dit s'être affiliée à l'ITRI, une ONG qui assure la traçabilité des minerais dans la région.

Les minerais stannifères sont des matières premières qui contiennent de l'étain. Il s'agit notamment de la cassitérite, du coltan et du wolframite.

Kwilu

Vulgarisation des boutures du manioc TM 419 dans la province du Kwilu



La Coopération technique belge (CTB) assure le chargement, en RDC en provenance du Canada, d'une nouvelle variété de manioc dénommée TM 419.

Cette variété est en phase de vulgarisation à travers les villages Kikamba, Ndembo, Kimbongo, dans les secteurs de Kwenge, Musengi et Kipuka, territoire de Bulungu, province du Kwilu.

Cette vulgarisation s'effectue par la distribution des boutures de cette variété aux planteurs des secteurs concernés en vue de la multiplication des semences.

Ces boutures croissent jusqu'à atteindre la hauteur d'environ 120 cm et elles produisent 18 tubercules par bouture d'une longueur de près d'un mètre, au bout de 9 mois seulement.

A en croire le témoignage d'un fermier, sa première expérience dans l'exploitation de la variété sur une étendue d'un hectare, a donné 60 sacs de cossettes de manioc. Cette production a servi à la consommation domestique et à la commercialisation.

Le champ de manioc a généré d'après la source, outre les tubercules, trente tonnes de boutures qui ont rapporté trois mille dollars américains après leur vente.

Acquisition d'équipements informatiques et accessoires destiné au BCR (Banque Centrale de Recensement) en vue de la réalisation en RDC du deuxième Recensement Général de la Population et de l'Habitat – PARBDS

Le Gouvernement de la République Démocratique du Congo a reçu un financement auprès du Fonds Africain de Développement (FAD) pour couvrir le coût du Projet d'Appui au Recensement Général de la Population et au Renforcement des Bases de Données Sociales « PARBDS » et entend affecter une partie du produit de ce financement aux paiements relatifs au marché pour l'acquisition des équipements informatiques et accessoires destiné au Bureau Central du Recensement « BCR » en vue de la réalisation en République Démocratique du Congo du deuxième Recensement Général de la Population et de l'Habitat.

Date limite : 10 octobre 2017 à 12h00

Adresse : Coordination du Projet du Projet PARBDS

Au croisement de l'Avenue Batetela¹ et du Boulevard du 30 Juin; Immeuble Crown Tower, au 15ième Niveau Suite 1501; Kinshasa/Gombe, RDC - Tél. :(243) 81 8108178/ (243) 97 501 72 75 - Email : parbds2016@gmail.com

Cabinet Chargé de l'Audit des Comptes du Projet de Facilitation du Commerce dans la Région des Grands-Lacs (PFCGL), pour les exercices 2017, 2018 et 2019

Le Gouvernement de la République Démocratique du Congo a reçu un crédit de l'Association Internationale pour le Développement (IDA) du Groupe de la Banque Mondiale pour l'exécution du Projet de Facilitation du Commerce dans la Région des Grands-Lacs (PFCGL), placé sous la tutelle du Ministère du Commerce Extérieur. L'objectif de développement de ce projet est de faciliter le commerce transfrontalier en augmentant la capacité de commerce et en réduisant les coûts rencontrés par les commerçants, en particulier les petits commerçants et les femmes, à des endroits ciblés des zones frontalières. L'Unité de Gestion du Projet (UGP) envisage d'utiliser une partie des fonds reçus pour recruter un consultant (Cabinet d'audit) pour réaliser la mission de l'audit des comptes du Projet de Facilitation du Commerce dans la Région des Grands-Lacs (PFCGL), pour les exercices 2017, 2018 et 2019.

Date limite : 15 septembre 2017

Adresse : Coordination du Projet de Facilitation du Commerce dans la Région des Grands Lacs (PFCGL) - Ministère du Commerce Extérieur

01 Avenue Ngongo-Lutete, Kinshasa/Gombe - Tél. (+243) 812504160

Email : info@pfcgl.org, Avec copies à : bosasi55@yahoo.fr, chantalmulongo@yahoo.

fr - Site Internet :www.pfcgl.org

Firme des consultants chargée de la gestion de trois plateformes agro-industrielles à implanter dans les pôles nodaux de Kimpese, Lukula et Tshela dans la province du Kongo central - CFEF/PDPC

Le Gouvernement de la République Démocratique du Congo a obtenu de la Banque mondiale les ressources pour financer le Projet de Développement de Pôles de Croissance Ouest (PDPC), d'un montant de 110 millions de dollars américains. Le financement est assuré à travers l'accord de financement n°H860-ZR signé le 22 juillet 2013 et entré en vigueur le 22 octobre 2013.

L'objectif du projet consiste à augmenter la productivité et l'emploi dans les chaînes de valeur des filières sélectionnées dans des zones géographiques cibles. Ce projet couvre une période de six ans et devrait permettre de générer environ 11 000 emplois, d'accroître les revenus de près de 50 000 agriculteurs, de faire bénéficier à au moins 10 grandes entreprises et 30 PME de l'avantage des terrains industriels sécurisés et entretenus dans la Zone Economique Spéciale de Maluku.

Date de clôture: 20/09/2017

Adresse : Cellule d'Exécution des Financements en faveur des Etats Fragiles, CFEF 32 bis, avenue des Forces Armées (dans l'enceinte de l'Ecole nationale des finances) à Kinshasa / Gombe - Téléphone (+243) 998 867 865 ; +243 997 458 202
E-mail : cfefpdpc-gestplat@cfef.cd



BELTRADE

info

Synthèse des faits importants de l'actualité économique de la RDC, Beltrade info présente aux opérateurs économiques la situation économique et les opportunités d'affaires actuelles en RDCongo.

Il comprend 5 parties:

1. Conjoncture macroéconomique et climat des affaires
2. La RDC dans les relations internationales
3. Actualité des secteurs de production
4. Echos des provinces
5. Appels d'offres du mois

Beltrade info est édité par la Représentation économique et commerciale des Régions bruxelloise, flamande et wallone. Cette Représentation a pour vocation d'aider les entreprises belges et congolaises à nouer des relations d'affaires. Ses bureaux sont situés à l'Ambassade de Belgique à Kinshasa.